

CENTRE DE RECHERCHES  
SOCIALES  
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

# Informations

N°14\_4F

rassemblées à

**LYON**

et la région

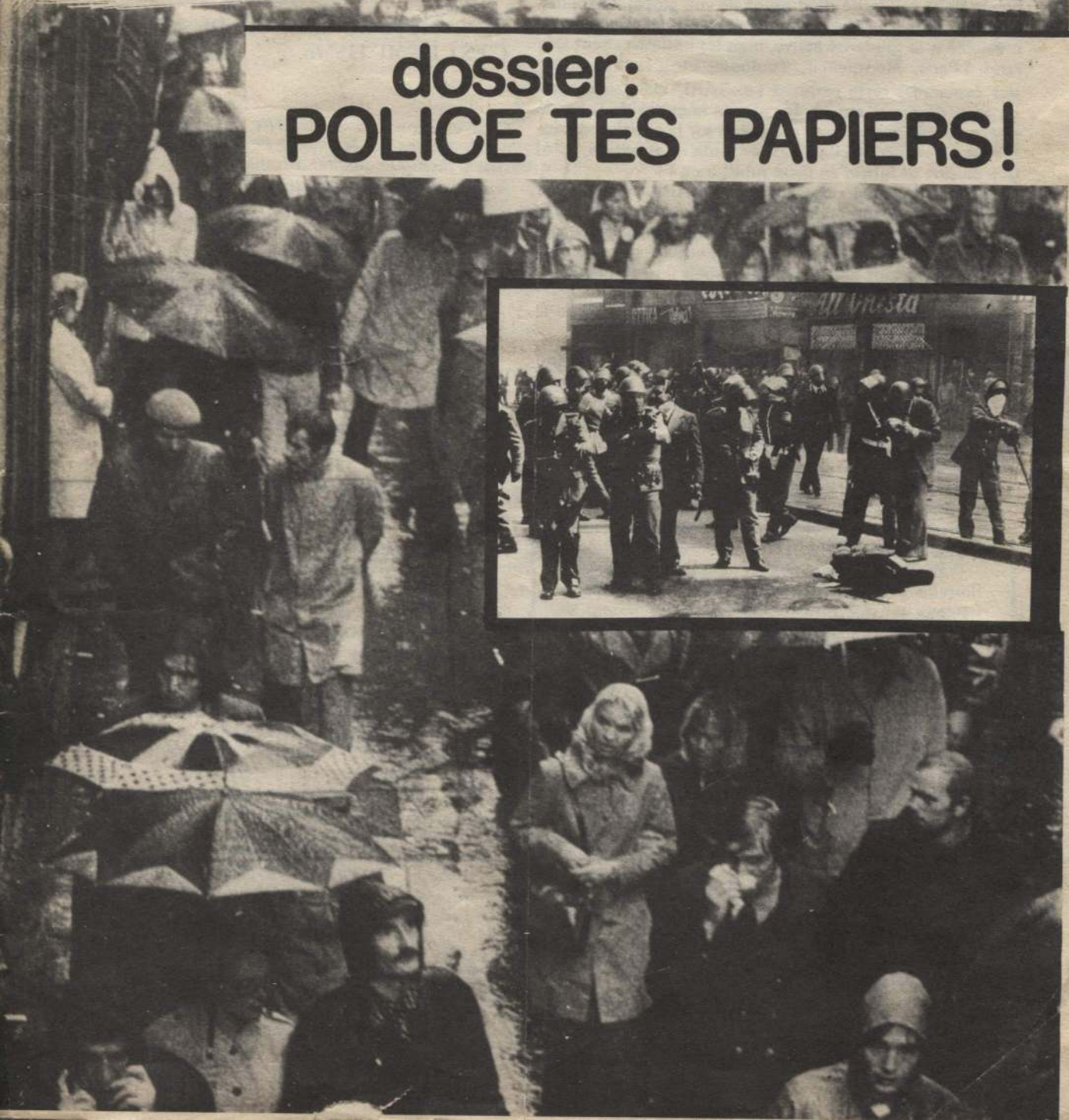
**RHONE**

**ALPES**



JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

## dossier: POLICE TES PAPIERS!



## COMUNIQUE

En l'an de crasse 1977, le Centre de Documentation Libertaire de Lyon sera ouvert au public tous les samedis après-midi, de 14 heures à 19 heures. Informations, rencontres, vente et/ou consultation de livres, journaux, brochures et tout le reste...

Venez vous décrocher, Centre de documentation Libertaire ( ACLR ) 13 rue Pierre Blanc Lyon 1er ( près du jardin des plantes ).

## NOUS AVONS REÇU...

Comité d'informations sur les détenus des ex-GARI. Toulouse le 28/01/77

Le 10 novembre 76, en accord avec les camarades détenus, je décidais de publier un texte de discussion sur le problème de la solidarité d'un point de vue global. Cette discussion n'a toujours pas eu lieu ! elle n'est pas la condition préalable à la solidarité active, mais les initiatives sont très rares ( Paris, Montpellier, Toulouse, etc... ), l'isolement des camarades reste complet ( exGARI, mais aussi ceux du PRI, de Tours etc... ). De plus la majorité de la presse libertaire refuse de passer des textes sur la position des camarades détenus ( « Libé » bloque toute information, après une dizaine de lettres en deux mois...rien ! )

La situation des trois détenus des ex-GARI est la suivante le 10 janvier le juge d'instruction décidait de clore, officieusement, leur dossier pour le remettre au parquet qui décidera des inculpations à retenir et ensuite de la date du procès ( pas avant juin s'il a lieu ), mais il peut aussi décider des libertés provisoires, cela dépend du Pouvoir.

Les camarades détenus ne veulent pas qu'on attende le

jour du « procès » pour agir, ce serait trop facile ! La solidarité est un combat permanent et non un problème de circonstances, c'est pourquoi nous devons continuer à exiger leur liberté. Exiger leur liberté provisoire est le moins qu'on puisse faire, mais sur des bases précises, car le pouvoir ne les maintient plus en prison par rapport à l'Espagne mais pour des raisons de politique intérieure : comme otages de la politique « anti-terroriste » de Ponia !

Camarades,

Durant le dernier « Camping International Libertaire Ecologique » à St. Mitre Les Remparts ( France ) il fut proposé de choisir un terrain situé plus centralement. Le choix tomba sur *RENAIX ( Belgique )* du 15 juillet au 15 août.

Le groupe local « LIBERTA » a commencé les travaux d'aménagement. Le succès de ce camping dépendra de l'aide des participants.

Pour cel nous vous demandrions:

- des adresses des gens intéressés
- des suggestions au sujet des groupes, et des idées d'animations et d'information
- Etes-vous prêt ( éventuellement en collaboration avec votre fédération ) de prendre en charge quelques jours de ce mois en ce qui concerne l'animation ?
- Disposez-vous d'un stand d'information qui pourrait rester un certain temps sur le terrain ?
- Pouvez-vous éventuellement aider financièrement cette initiative ?

Adresse de contact: ERIC SOBRIE,

ZONNESTRAAT 3

9792 WORTEGEM-PETEGEM - ect..

## UN CENTRE DE FEMMES A LYON !

Un centre de femmes s'est ouvert à Lyon, 13 rue Puits Gaillot pour toutes les femmes qui veulent se retrouver ensemble ou agir pour changer leur vie.

Certaines femmes ont déjà pris en main l'information sur l'actualité et les autres groupes femmes, d'autres ont créé une commission sur l'avortement et la contraception, d'autres ont appelé à une action contre le viol et contre toutes les agressions viriles, d'autres encore s'occupent d'une bibliothèque.

Plusieurs assemblées générales ont réuni une cinquantaine de femmes, toutes désireuses de discuter ensemble.

Mais le Centre est à créer et il sera ce que toutes nous en ferons !

Prenez contact aux permanences le mercredi de 20 h. 30 à 22 h. et le jeudi de 19 h à 20 h.

## LE SYMPTOME MAJEUR DE L'OPPRESSION C'EST LE MUTISME :

*C'est en ce sens que doit être comprise l'action engagée par le Centre des femmes à propos d'Hugette, qui a consisté à distribuer le tract suivant en divers endroits, dont la boîte de l'ex-mari d'Hugette.*

## HUGETTE N'EST PLUS SEULE, LES FEMMES SONT SOLIDAIRES !

Humiliée, violée, battue ( proprement pour qu'il ne reste pas de traces ) poussée au suicide, après 13 ans de mariage-esclavage, Hugette obtient le divorce aux « torts réciproques », ça c'est la justice !

Depuis rien n'a changé. Hans Pouga revient quand il veut. Il se sert des trois enfants pour entrer chez elle, lui voler ses meubles, sa vaisselle, ses vêtements, sa literie.

Il force sa porte pour la frapper et la violer. Il enlève Tim, 13 ans, et Hugette continue à payer ses dettes.

La police, la justice sont complices. La seule suite donnée aux plaintes d'Hugette, ce sont les railleries des flics, c'est qu'elle est citée comme accusée le 3 janvier parce qu'elle se défend chez elle.

Hugette n'est plus seule, aujourd'hui la mobilisation et la solidarité des femmes sont décisives.

La femme, l'épouse c'est la propriété de l'homme. En plus du travail ménager gratuit et du devoir conjugal, le mari peut battre sa femme, souvent impunément, sans qu'aucune intervention ne soit possible. Les voisins, la justice se taisent.

Aujourd'hui nous ne supportons plus notre solitude, nous refusons d'être chacune dans notre petite boîte.

Les femmes unies ne tolérerons plus jamais qu'une autre soit frappée, humiliée, violée par un homme fut il légalement son époux.

A la violence quotidienne contre les femmes, nous opposons des ripostes collectives pour que cessent toutes les injustices ( de sexe, de classe, de race ).

Centre des femmes.  
13 rue Puits-gaillot  
69001 Lyon

# MONIN L'ORDURE et les libertaires

## Les faits

Monin : une entreprise de travaux publics et ramassage d'ordures, à capitaux privés, concessionnaires de la Courly. Depuis plus d'un an, M. Monin cherche à réduire l'effectif des chargeurs (ceux qui chargent les ordures sur les camions bennes) donc à faire effectuer plus de travail dans un temps plus long pour le même salaire.

Un grève avait éclaté l'année dernière pour protester contre la détérioration des conditions de travail et réclamer le retour aux conditions antérieures. Cette grève a caractère défensif, soutenue par la CFDT (les chargeurs sont tous syndiqués à la CFDT) avait temporairement réussi malgré l'intervention de l'armée pour tenter de la briser.

Cependant, les chargeurs qui voient grignoter de jour en jour les positions défendues quelques mois plus tôt se mettent en grève les 23 et 24 décembre 1976. Le 25 est un jour férié, même pour les ramasseurs d'ordures : le 26 est un dimanche. Ils reprennent le travail le lundi 27 mais sont dans l'impossibilité de ramasser la totalité des ordures accumulées à l'occasion des fêtes et du week end et refusent d'accomplir plus de huit heures consécutives sans temps de repos. Le 28, Monin annonce la mise à pied de la totalité des chargeurs, 130 dont 90 % d'émigrés, pour faute grave, sans que soit avisé ni le comité d'entreprise, ni l'inspection du travail, la procédure est illégale. Le lendemain ce sont des interimaire qui effectueront le travail.

Suspendons un moment l'énumération des faits. On voit déjà que les différentes grèves engagées par les copains de Monin ont un caractère exclusivement défensif. Il s'agit de s'accrocher à des conditions de travail pourtant très pénibles : 48 heures par semaine, par tous les temps, une tournée de plusieurs dizaines de km avec pour jalon les poubelles regorgeant d'ordures, pour 1 700 F par mois. Jamais il n'est question de remettre en causes ces conditions. Il s'agit seulement d'éviter le pire. Ceci à l'image de la plupart des luttes péniblement soutenues par la classe ouvrière au niveau national depuis des mois.

On voit aussi les faiblesses de cette stratégie. Les positions un moments protégées sont menacées en permanence par des tentatives de grignotement de plus en plus audacieuses. Jusqu'à ce que, devant le fait accompli, les travailleurs se résignent ou tentent d'engager une épreuve de force. Aujourd'hui le rapport de force est tel que le patronat ne craint pas le conflit. Il y a quelques mois, Léon Gross travaux publics licenciat plusieurs dizaines de copains en majorité émigrés dans des conditions rappelant étrangement celles de Monin. Bien que les faits aient eu lieu dans l'agglomération lyonnaise combien de nous en ont eu connaissance ? Que sont devenus ces copains sans travail ? Les pouvoirs publics - ici la municipalité lyonnaise -, les milices privées, les force de l'ordre et au besoin l'armée assistent les patrons qui bénéficient en outre (est ce un hasard ?) de la situation économique, du chômage. La nécessité impérieuse de travailler, parce que c'est aujourd'hui la seule façon de faire bouffer sa famille, enraye la combativité des travailleurs ou les pousse à accepter de briser une grève (rôle des agences interimaire). Toutes ces constatations tiennent de lieu commun, et pourtant combien de partis, d'organisations de «goêhe» cherchent à les masquer par de mélodieux gazouillis à base de «victoires décisives des travailleurs» !

Dans ce contexte quasiment catastrophique que pouvait il advenir du conflit Monin ?

## Le soutien de la CFDT et de la CGT

La CFDT a tenté de soutenir ses adhérents par les moyens dont elle disposait. Dans un premier temps, action d'information, contact avec d'autres organisations pour aboutir à une manif le lundi 10 janvier à Villeurbanne (siège de l'entreprise). Je passe sur l'attitude grotesque de la CGT faisant cortège à part, lançant ses mots d'ordre, se livrant pour finir à un discours de propagande électorale alors que les chauffeurs de bennes CGT n'ont pas cessé le travail. C'est une photographie fidèle du soutien apporté par la gauche parlementaire dans son ensemble, bloquée dans l'attentisme électoral. Il y a des moments où l'obscurité de la démagogie vous laisse sans voix. Si la manif a été un relatif succès numérique elle s'est aussi révélée totalement inefficace.

La CFDT tente alors une action en justice contre Monin. On connaît la prodigieuse capacité d'inertie de la justice dans ce genre d'affaire, quand un rapport de force à l'avantage des travailleurs n'a pas été clairement posé. D'ailleurs à quel type d'action pouvaient se livrer les 130 copains, émigrés donc particulièrement vulnérables (expulsionatowski) dans l'isolement et l'étouffement du silence ?

## Le soutien de l'extrême gauche

C'est pourquoi la CFDT n'a pas craché sur le soutien de l'extrême gauche marxiste-léniniste et trotskyste. Ce soutien consiste essentiellement en impression de tracts et d'affiches et en la création de comités de soutien (C de S) notamment sur les facs (Bron, La Doua). Les C de S avaient au départ la prétention de développer un mouvement de solidarité autour des chargeurs et de provoquer une mobilisation (notamment et pas exclusivement des étudiants). En cela leur échec est complet. Certains diront : cette prétention était illusoire l'existence même des C de S n'était motivée que par le désir des organisations politiques de récupérer le conflit à leur profit. Il est vrai qu'à Bron, OCT (ml) et LCR y ont présenté LEURS analyses, s'y sont livrés à une joute oratoire pour imposer LEUR point de vue quand au devenir des comités et à la forme de soutien apporté. Il est vrai que des tracts ont été rédigés dans le langage sclérosé et stérile des grands prêtres du catholicisme gauchiste puis distribués aux travailleurs et sympathisants. Notons cependant qu'aucune initiative n'a été prise sans consultation avec les copains de Monin. La plupart du temps ces initiatives émanaient de leur propre syndicat. Les C de S se limitaient alors à un rôle de relais et de diffusion relativement élargie d'une information, permettant de mobiliser un certain nombre de gens sur les actions ponctuelles décidées par la CFDT, avec une bonne volonté et une efficacité qu'on ne peut nier.

Cet aspect des C de S, diffuseurs d'informations présentait un intérêt réel comme certaines des actions ponctuelles favorisées par eux (blocage des camions-bennes un matin à la sortie de leur dépôt). D'ailleurs le comité de soutien de Bron a bénéficié un moment d'une audience assez large et très diversifiée quand à ses appartenances politiques. Pourtant aujourd'hui il ne reste plus aux copains

de Monin, complètement isolés, qu'à attendre le résultat de la procédure judiciaire, procédure qui, comme par hasard, traîne en longueur. Les C de S n'existent plus, le silence s'est fait, rien ne vient le briser. Dans l'entreprise le plan de restructuration est d'or et déjà un fait accompli : Monin sûr de lui se frotte les mains pendant que les chargeurs se serrent la ceinture.

### La non-participation des libertaires aux comités de soutien

Il est trop facile de conclure avec un sourire à l'inefficacité des méthodes du gauchisme traditionnel, de se féliciter de sa non-participation aux C de S : de théoriser sur la perte de temps qu'ils représentent, la dépense inutile d'énergie, la nécessité d'un travail souterrain, d'un militantisme de longue haleine pour préparer le terrain, la terre promise de ces lendemains dont on ne sait plus s'ils chantent ou s'ils déchantent.

Les raisons de l'échec sont sans doute multiples : timidité des actions entreprises, opérations très ponctuelles sans perspectives de lutte à long terme, manque de coordination des embryons de bonne volonté, luttes de tendance dans le C de S, situation générale désastreuse. Pourtant les comités de soutien ont joué un rôle limité mais effectif. La position de principe selon laquelle tout soutien plaqué de l'extérieur est dangereux et totalement inefficace me paraît discutable. On voit aujourd'hui dans quelle situation se trouvent les copains de Monin, coupés de l'extérieur. Comment un tel soutien pourrait-il se développer sans un minimum d'organisation, sans le secours d'une structure aussi légère et temporaire soit elle ? Cette structure, outre son travail d'information, pourrait servir de plate-forme à des rencontres entre travailleurs et sympathisants, pour que soient discutées des perspectives de lutte, pour élaborer des actions. Ces rencontres n'ont pratiquement pas eu lieu, les copains

de Monin n'ont pas eu l'occasion de dialoguer avec ceux qui tentaient de les soutenir. De ce dialogue auraient pu surgir des propositions, une prise en charge effective du mouvement par les travailleurs eux-mêmes. Mais les diverses organisations qui s'épuisaient dans des discussions idéologiques n'ont pas su ou pas voulu le permettre.

Si l'on comprend les réticences des libertaires à collaborer avec les organisations, on peut discuter le caractère systématique de leur refus et leur absentéisme total dans les luttes de l'agglomération lyonnaise. Il ne s'agit pas de minimiser les dangers : comment éviter le caractère publicitaire de ces opérations de soutien développées sous le relatif contrôle de tel ou tel groupuscule, comment se donner les moyens d'une action efficace en évitant la mise en place d'une structure trop rigide, génératrice de petits chefs. Au nom de ces dangers, s'abstenir de toute participation à la lutte, c'est abandonner les C de S aux militants professionnels nourris à l'ombre des drapeaux rouges. Une participation effective des anarchistes aux C de S n'aurait peut-être pas changé grand chose, à moins que... pourquoi ne pas tenter le coup ? Peut-être préférons nous garder nos forces pour la « lutte finale » ( air connu ). Travailler avec les rouges se serait peut-être souiller notre pureté de petit anarchiste bien propre ? Il est vrai que pour peser d'un certain poids dans la balance il faut accepter d'assumer un certain pouvoir, ne serait-ce que par des prises de parole ou par la rédaction d'un tract ( d'un article d'IRL ? ). Sans pouvoir aucun, pas possible d'agir. Or tout pouvoir de quelque nature qu'il soit salit les mains de ses dépositaires. Au moins, n'escamotons pas la question. Pourquoi ne pas réfléchir à des formes d'action plus originales, moins suspectes que la participation à des C de S composés en majorité de militants LCR ou OCT. Ce débat demande sans doute un gros effort d'imagination et tout soutien quelle que soit sa forme nécessite une dépense d'énergie. Alors ménageons nos forces. Le printemps revient, le mois de mai approche... et les défaites répétées de la classe ouvrière continuent à consolider le pouvoir.

## GROUPE LIBERTAIRE

*Un groupe libertaire s'est constitué aux P.T.T. à Lyon. Ils expliquent ci-dessous pourquoi.*

La première et seule définition que nous avons donnée jusqu'alors de notre groupe tient dans le mot « libertaire ». Il nous semble important, si nous voulons que ce groupe s'affirme et progresse sur des bases claires, et afin d'éviter les discordes et l'éclatement que ne manquerait pas de produire tout regroupement confus ou opportuniste, de nous définir de façon plus précise sans pour autant que cette définition puisse être considérée comme la seule ligne juste capable de conduire les travailleurs à leur émancipation.

Il existe dans la classe ouvrière des courants divers dont les objectifs vont de l'amélioration du sort des travailleurs dans le cadre du système capitaliste ( réformisme ), à la destruction de ce système capitaliste et à l'émancipation totale des travailleurs ( collectivisme ou communisme ). A ce stade de la clarification, nous nous situons sans hésitation dans le second courant, c'est à dire que notre objectif est la collectivisation des moyens de production et la mise en commun de la production, donc l'abolition du patronat et du salariat.

Toutefois, ce courant collectiviste ou communiste n'est pas lui-même homogène. Quand, au milieu du

19<sup>ème</sup> siècle, Marx, s'appuyant sur l'apparition de la conscience de classe chez les ouvriers, mettait en lumière les mécanismes de l'exploitation capitaliste, il accomplissait là une oeuvre d'une importance énorme pour l'avenir du mouvement ouvrier. Mais quand, aidé de son compère Engels, il tentait de façon autoritaire d'amener l'ensemble des travailleurs sur ses positions concernant les moyens à mettre en oeuvre pour arriver à l'émancipation de la classe ouvrière, il se heurtait à une vigoureuse résistance des anti-autoritaires ( animés par Bakounine ) et n'hésitait pas à employer les moyens les plus malhonnêtes ( calomnies, délation, utilisation de majorités préfabriquées dans les congrès ) pour éliminer ses adversaires. Agissant ainsi, il entraînait l'éclatement de la première organisation importante que s'étaient donnée les ouvriers : l'Association Internationale des Travailleurs.

Quelles étaient les thèses de Marx et de ses adversaires concernant l'organisation des travailleurs et les moyens à mettre en oeuvre pour arriver à leur émancipation ?

Sur l'organisation, Marx était partisan d'un système très centralisé avec un organisme directeur ayant tous les pouvoirs, et l'obligation pour les sections de se plier aux décisions du sommet. Les anti-autoritaires ou anarchistes préconisaient l'autonomie complète des sections fédérées entre elles et la réduction de l'organisme central au rôle de circulation de l'information et de la statistique entre les fédérations.

Sur les moyens à mettre en oeuvre pour arriver à l'émancipation des travailleurs, Marx et ses disciples voulaient imposer l'obligation de la lutte politique dans le cadre des institutions bourgeoises, la prise en main de l'appareil d'état par la classe ouvrière et l'instauration d'un Etat ouvrier avec dictature du prolétariat, cet Etat devant être aboli dans la phase finale ( par on ne sait quel miracle ). Les anti-autoritaires étaient partisans de l'abstention en matière de politique bourgeoise et de la destruction de l'appareil d'Etat remplacé par la libre fédération des communes et des groupes de producteurs.

Si nous nous sommes étendus un peu longuement sur ce point d'histoire, c'est qu'il est à l'origine de la divergence profonde entre marxistes et anarchistes.

Tout aussi nettement que nous nous sommes situés dans le courant communiste ou collectiviste nous nous situons maintenant dans le courant anti-autoritaire ou anarchiste. Toutefois, nous préférons au terme «anarchiste» celui de «libertaire» pour des raisons, nous le reconnaissons, purement opportunistes. L'anarchisme, au début du siècle s'est engagé dans de nombreuses voies dont certaines conduisaient à des impasses ( terrorisme souvent aveugle, théorie du «vol c'est la récupération» conduisant parfois à cautionner le pur banditisme ). Ces errements, bien que ne suscitant pas chez nous l'aversion qu'ils ont pu susciter chez la bourgeoisie terrorisée ou chez une «gauche» défendant les valeurs bourgeoises, ont cependant conduit le mouvement anarchiste à un discredit certain chez les travailleurs. C'est pourquoi il nous semble plus explicite de choisir l'appellation de «communiste libertaire».

Le choix que nous venons de faire à partir des origines des divers courants de la classe ouvrière, nous ne l'avons pas fait de façon purement livresque et intellectuelle, par l'étude de ces courants. La constitution de notre groupe s'est faite par notre appartenance à la classe ouvrière, travaillant dans la même entreprise ( les PTT ) et appartenant au même syndicat ( la CFDT ). Notre appartenance à la CFDT fut motivée par un certain nombre de choix et de refus de ce syndicat:

- l'idée de l'autogestion. Pour nous ce n'est pas la gestion confiée aux bureaucrates de gauche ( même et surtout s'il s'agit des néo-marxistes du CERES ). C'est au contraire l'éclatement d'un pouvoir central, les décisions prises par les travailleurs au niveau premier, c'est à dire en assemblée générale, et le contrôle permanent des travailleurs sur les délégués qui les représentent dans les organismes de coordination. Ce contrôle étant bien entendu renforcé par la possibilité permanente pour les travailleurs de révoquer leurs délégués.

- Le refus du centralisme démocratique, qui doit permettre à tous les courants et à tous les individus de s'exprimer en toutes circonstances, mêmes s'ils sont minoritaires.

- Le refus du syndicat «courroie de transmission» d'un parti politique. Les décisions du syndicat, et toutes les décisions, doivent être élaborées démocratiquement, de la base au sommet, par le syndicat lui-même, et non par l'appareil bureaucratique d'un parti qui pense à la place et pour le bien des travailleurs.

Il est certain que, bien souvent, l'application que font les organismes directeurs de la CFDT de ces différentes notions n'est pas en accord avec le contenu que nous leur donnons. Il n'empêche que nous nous situons pleinement dans le syndicat, seul organisme de masse des travailleurs, non pas en tant qu'élite avancée auto-proclamée, mais en tant que militants ou adhérents dont le souci est de favoriser au maximum l'expression de la base et de réclamer sans cesse la priorité de cette expression sur celle d'une éventuelle bureaucratie.

En fonction de cela, nous nous refusons, en tant que groupe, à jouer le jeu d'une tendance organisée à l'intérieur du syndicat. Nous pensons qu'il est totalement faux de prendre des décisions sur des questions syndicales à l'extérieur du syndicat, et d'essayer ensuite de faire passer notre ligne en votant comme un seul homme lorsque la question est posée dans le syndicat. Cette attitude serait contraire à nos principes. Elle rejoindrait celles des groupes divers qui se sont tous proclamés l'«avant garde» seule détentrice de la vérité, et qui, en fonction de cela, parlent au nom des travailleurs. Cette attitude serait également en désaccord avec ce que nous venons de définir, qui est d'œuvrer pour que les positions syndicales soient l'expression de la base du syndicat.

Ces quelques positions définissent une pratique dans le syndicat. Nous devons tenter d'élargir cette pratique à l'ensemble des travailleurs de notre entreprise en privilégiant la démocratie ouvrière ( expression de l'ensemble des travailleurs ) par rapport à la démocratie syndicale ( expression d'une partie des travailleurs ). C'est à dire qu'il nous faut défendre l'idée que toute décision concernant l'ensemble des travailleurs doit être prise en assemblée des travailleurs.

Si nous pensons que le syndicat est l'organisation essentielle des travailleurs, il nous faudra faire en sorte que nos prises de position dans et sur le syndicat ne donnent pas des arguments à la néo-bureaucratie pour nous en éliminer. C'est à dire qu'elles devront être l'expression de la majorité des syndiqués de la section et non pas le fruit des cogitations d'une avant-garde isolée.

De plus, notre champ d'expression doit s'élargir au-delà de ce qu'il est possible de faire à l'heure actuelle dans le syndicat. Il peut recouvrir des problèmes que se posent de plus en plus les travailleurs et que le syndicat néglige, sans pour autant avoir une attitude systématiquement hostile à leur égard. Nous pensons à l'écologie, au nucléaire, à l'armée, à la situation des femmes, aux luttes des minorités nationales ( cette liste est loin d'être limitative ).

Nous ne refusons à priori aucune action commune avec les divers groupes d'extrême gauche à condition que notre autonomie et notre identité n'en souffrent pas.

Nous pensons que la meilleure forme d'expression libertaire est celle des groupes autonomes se donnant une plate-forme minimum et pouvant par la suite se fédérer ou se coordonner. Notre position par rapport aux organisations ou groupes libertaires ou anarchistes existants est de ne refuser à priori aucun contact, échange d'information ou travail commun sans pour autant y sacrifier notre autonomie.

Ce texte donne les idées et les positions communes sur lesquelles nous nous sommes retrouvés pour nous rassembler en un groupe communiste libertaire. Il peut évoluer, se préciser, s'étoffer en fonction de notre réflexion et de notre pratique commune. Il ne peut être utilisé comme les statuts d'une organisation ou comme une bible.

## GRUPE LIBERTAIRE DES PTT DE LYON.

Permanence le vendredi soir à 20h 30.

Pour tout contact écrire à :

A.C.L.R., groupe P.T.T., 13 rue Pierre Blanc  
69001 Lyon

# écologie

## Un nouvel essor

Malville le 3 juillet 76. Beaucoup d'enthousiasme. 2.000 personnes sur le site. Quelques jours plus tard, le site n'est plus occupé que par les C.R.S., toutes les routes autour du site sont bloquées ou contrôlées.

Il n'est plus question d'organiser un nouveau rassemblement pour dégager le site, le reprendre ( et le reperdre ). Le mot d'ordre, c'est l'information et la création de comités locaux capables de se prendre en charge.

Bien que de fréquentes comparaisons soient faites avec le Larzac, la situation et donc le mode d'action sont très différents. C'est une région immense ( 100 kms de rayon autour de Malville ) qui risque d'être contaminée. Il n'est pas question de s'opposer à l'acquisition de terrains, ils sont déjà acquis, protégés par de hauts grillages ( destructibles à l'occasion ) et surveillés. Dix millions de personnes sont directement concernées par ce qui se passe sur quelques hectares : on ne peut occuper ceux-ci en permanence.

Le premier objectif a été partiellement réalisé par la journée d'information à la radio du 18 septembre et un certain nombre d'actions locales. Mais le moral des troupes se ressentait d'une action qui n'apporte pas de résultats concrets visibles et mesurables.

Un des objectifs des assises de Morestel était de redonner de l'espoir aux écologistes fatigués. Le second objectif était le changement du mode d'action. Tout en continuant l'information celle-ci perd son rôle de premier plan.

## Les concepts nouveaux

De leur propre aveu, les organisateurs des assises avaient surnommé celles-ci : les assises de la légitime défense. Considérant que les populations concernées n'ont absolument pas été consultées, que la construction de Malville se fera au détriment des habitants de la région, ces derniers se considèrent comme agressés par la construction de Malville et se défendent contre le surgénératueur. Les assises veulent donner une base légale au mouvement, toute action entreprise pour retarder les travaux sera une action de défense. Un autre concept a été utilisé, celui de désobéissance civile. Il est apparent par exemple dans l'autoréduction de 15 % sur les factures EDF.

## Les grands principes de l'action

Une des phrases importantes lancées lors de la conclusion dimanche fut « Nous voulons pratiquer l'auto-gestion pour faire monter en tension ». Il est certain que le combat contre Malville est pour beaucoup une forme de lutte visant à ramener les décisions à l'échelle humaine, il est une façon de montrer aux gens que chacun est responsable et doit se prendre en charge lui-même. La lutte va donc prendre un aspect tel que chacun, à l'intérieur du combat, puisse s'assumer par lui-même. C'est ainsi que même si les grandes décisions ont été lancées par la coordination, leur réalisation pratique doit être organisée au maximum par chaque comité Malville ( ex : l'organisation des fêtes de Pâques ). Même si à l'issue des assises certains ont dit que leurs propositions n'ont pas été discutées, que faut-il en penser ?

La coordination assure depuis quelques mois un travail intensif et continu et lorsqu'arrivent des gens qui ont des idées faut-il tout remettre en cause pour les appliquer ? Un des points faibles dénoncés par la coordination est justement la faiblesse actuelle des comités locaux qui se sont plus ou moins enlisés dans l'inaction par rapport à l'éclat qu'a pu prendre la coordination nationale. Il y a une centralisation des décisions qui s'est faite pour pallier à la carence actuelle des comités locaux. C'est dur de ne pas avoir un chef de file !

## La non-violence

La coordination s'est déclarée solidaire avec toute personne qui entreprendrait une action contre les travaux, à la condition qu'il n'y ait pas atteinte à l'intégrité physique des personnes. Pour juillet, il est prévu que l'initiative de la violence soit laissée aux forces de l'ordre. ( On conseille tout de même d'amener une paire de pinces ). Le principe de non-violence est sauvegardée mais c'est loin d'être une non-violence passive. D'ailleurs on pouvait noter au sein de la coordination et des bancs de presse une présence assez importante de personnes s'occupant de « Combat non-violent ».

## Le durcissement

Je rappelle qu'en juillet dernier toutes les actions entreprises avaient pour objectif déclaré l'interruption des travaux pendant un an et l'organisation d'un référendum. Nous en sommes loin. Actuellement l'objectif déclaré est « arrêt immédiat des travaux de construction du surgénératueur de Malville ».

Le durcissement est également observable au niveau des modes d'action envisagés. Le soutien à toute action retardant les travaux de Malville à condition qu'il n'y ait pas de violence physique est très éloigné de la position du MERA qui en octobre dernier précisait aux militants de bonne volonté que s'il y avait action de sabotage cette action devait être prise en charge individuellement. Ce durcissement était nécessaire pour rendre possible une mobilisation importante.

## Ce qui s'est passé lundi : conclusion

À la clôture des assises une action immédiate avait été décidée : empêcher les ouvriers de se rendre à leur lieu de travail lundi, et essayer de leur expliquer la situation.

Il est certain que cette action a été faite pour mobiliser à nouveau les militants, et pour prouver que les assises n'étaient pas des paroles en l'air, que les écologistes étaient capables de se mobiliser rapidement pour donner un coup de pouce aux comités hésitants des habitants de la région très proche de Malville.

## Résolutions pratiques

Les assises de Morestel avaient été convoquées pour que soit relancé le mouvement. Un certain nombre de propositions ont été suggérées par la coordination, discutées dans chaque comité le dimanche matin, de ces discussions mises en commun voici les indications d'action.

## Les 15 % E.D.F.

Ces 15 % représentent les dernières augmentations d'électricité. Dans une première phase ( sic ) lorsque tu reçois ta note d'électricité, tu la paies en déduisant 15 % du montant. En même temps que ce règlement réduit, tu peux envoyer une lettre expliquant tes motivations. Au d'écouter t'indiquant que tu dois régler ta dette sous huit jours. Alors tu t'empresses de payer.

Oui d'accord, pas très spectaculaire, mais ça embête EDF puisque son service informatique est mal conditionnée pour les réglemens partiels, d'où retard dans la gestion, retard au niveau du règlement donc perte, etc...; d'autre part, c'est une mesure provisoire en attendant que les structures légales de la seconde phase soient mises.

Seconde phase (resic). Là, les juristes présents à Morestel ont suggéré une idée dont ils se chargent de mettre en place les structures légales après les avoir éprouvées pour un petit nombre de personnes. Il s'agirait de payer 85 % de sa note d'électricité à EDF, les 15% restant seraient payés à la Caisse des Dépôts et Consignations sur un compte bloqué. Pour qu'EDF puisse toucher les 15 % ainsi bloqués, il faudrait qu'elle souscrivit aux conditions de déblocage du compte, à savoir : arrêt définitif de tous les travaux de MALVILLE.

Ça non plus, ce n'est pas une action révolutionnaire éclatante ; elle n'est valable que si un nombre suffisant de gens pratique le blocage des 15 %, mais surtout elle permet d'avoir une action légale sans coupure de courant (merde ça sert). Alors au cas où tu trouverais cette mesure un peu tiède, rien ne t'empêche de consacrer ces 15 % à la construction d'une éolienne ou d'autres choses dans le même goût. En cas de coupure de courant, il ne te restera que la solution de la bougie ou du branchement caché.

La liaison information - action sera assurée pour la région Rhône - Alpes par le Comité Malville de Grenoble, 1 - rue Emile Zola - GRENOBLE.

D'autre part, au sein d'associations de consommateurs, une lutte peut être organisée contre la publicité sur une forme d'énergie spécifique (cette dernière a été interdite par une loi récente, mais là je ne suis pas bien au courant!).

Est également prévu une sensibilisation et une liaison avec les travailleurs EDF.



#### Les actions directes

Les Assises de Morestel ont proclamé la solidarité avec toute personne ayant engagé une action ayant pour but de retarder les travaux de Malville à condition que l'intégrité physiques des personnes ait été respectée.

D'autre part, toute personne pouvant faire quelque chose, ou ayant connaissance d'une information intéressante, peut se mettre en rapport avec Marcel POTTIER Montgarel 38510 MORESTEL.

#### PAQUES

Dans chaque ville ou région, organisation par les comités Malville de manifestations à l'occasion des fêtes de Pâques : Manif à vélo, etc...

Intervention des comités Malville lors des carnivals organisés dans une ville.

#### LES MUNICIPALES

Envoi d'un questionnaire à chaque candidat lui demandant de justifier sa position personnelle par rapport au nucléaire, celle de son parti.

#### L'ETE

Une marche anti-militariste dont le départ serait le 15 juillet en Alsace s'arrêtera le 30 juillet à Malville puis arrivera le 15 août au Larzac. Le 30 juillet sera le jour de rassemblement national. Deux grands mots d'ordre : l'initiative de la violence sera laissée aux « forces de l'ordre » ( lorsqu'elles l'auront prises, que se passera t'il ? ) et récupération du site.

Mise à part l'action de 15 % dont les modalités ont été assez clairement définies, les autres actions sont volontairement peu organisées. La préparation de celles-ci doit se faire au niveau des comités Malville de chaque ville, ou au niveau individuel si l'occasion s'en présente.

P.S. : trois dates importantes de manifestations qui sont à discuter dans chaque ville. Ce sont des propositions d'action.

- 23 mars manifestation à vélos.
- 23 avril, manifestation devant un monument aux morts par irradiation.
- 23 juin, boycott de l'électricité.

Une idée intéressante : une BIBLIOTHEQUE de PRÊTS spécialisée en littérature ouvrière et paysanne, en livres sur le mouvement anarchiste. Il y a aussi une salle de lecture où l'on peut consulter sur place livres et journaux de ~~tout~~ diverses tendances. Elle pourrait être un lieu de Réunion et d'échanges d'idées.

Permanences: 17h à 20h du lundi au Vendredi  
Le Samedi de 15h à 19h

Cotisation: 20 F/an prêt: 1 F/livre

Tout ça se situe  
2 Rue Camille Jordan, tout prêt(!?)  
de la rue Burdeau.

## CHRONIQUE de la Rue Burdeau Et des environs...

Sacs en Cuir,  
Gilets encuir... Bref, tous  
objets cuir... Travail sur commande  
ou exposé dans la boutique,

**CHRISTOGÉ-CUIR,**  
40 rue Burdeau, 69001 Lyon

# Ecologie: élections municipales

Les élections municipales ont suscité des discussions au local de la rue Pierre Blanc où tout le monde n'était pas d'accord pour le soutien des listes écologiques. Vous pour-

rez lire ci-dessous un texte du groupe communiste-libertaire des P.T.T qui a décidé de soutenir ces listes. La discussion est ouverte.

## SOUTENONS LES LISTES « LYON ECOLOGIE »

A l'heure d'une certaine démagogie politique qui véhicule des concepts tels qu'« autogestion » « rendre le pouvoir aux citoyens » que les états-majors politiques proposent par souci d'un marketing politique au même titre que les « produits libres » de Carrefour.

Les listes de « Lyon Ecologie » jettent les bases d'une réelle prise en charge de la vie quotidienne par l'ensemble de la population locale.

A LYON les listes écologiques nous proposent et s'engagent à :

### Libérer la cité

- par la mise en oeuvre de tous les moyens favorisant la gestion de la commune par l'ensemble de ses habitants.
- en luttant pour la suppression du poste de préfet au profit des élus locaux.
- par la mise en place de moyens collectifs permettant la divulgation de l'information ( panneaux, journaux locaux télévision par câbles ).
- par le contrôle des services municipaux grâce à des assemblées régulières d'usagers et de fonctionnaires de la ville.

### Protéger la vie

- en entreprenant avec les habitants une recherche permanente sur l'écologie de la commune : recyclage des déchets protection des ressources biologiques.
- en faisant appel à des techniques de production d'énergie non-polluantes et utilisant le potentiel local.
- en refusant toute installation nucléaire sur le territoire de la commune.
- en éliminant progressivement la circulation automobile privée en ville.
- en refusant la fabrication de produits dangereux sur le territoire de la commune.
- en refusant de même toute implantation d'usine d'armements.

### Travailler autrement

- en offrant aux personnes travaillant sur le territoire de la commune tous les moyens : formation juridique, locaux etc... nécessaires à leur intervention directe au sein des entreprises sur les conditions de travail et la finalité de la production.
- en créant des emplois par la réduction massive du temps de travail.
- en luttant pour la reconversion progressive des emplois socialement inutiles : gadgets, armement, etc...

- en intervenant sur les lieux de travail conjointement aux commissions d'hygiène et de sécurité officielles.
- en luttant pour organiser la rotation des tâches pénibles ou ingrates.

### Consommer mieux, supprimer les inégalités

- en supprimant la publicité abusive génératrice de faux besoins.
- en boycottant toute l'alimentation contenant des substances nocives ( colorants ).
- en privilégiant les services collectifs ( transports, laveries, etc... )
- en interdisant la fabrication de produits de mauvaise qualité et de faible durée.
- en organisant au niveau de chaque quartier des groupements d'achats qui permettent, par la suppression des intermédiaires, de réduire le coût des produits.
- en luttant pour une redistribution équitable des revenus.
- en restaurant l'habitat ancien avec maintien dans les lieux des occupants antérieurs.
- en remplaçant les agences immobilières privées par un office municipal.
- en organisant des cours de médecine gratuits, et en faisant fonctionner des établissements de santé municipaux ouverts à un débat général sur la santé, la prévention, l'hygiène et l'alimentation.

Le groupe communiste libertaire des P.T.T.9 adhère en grande partie aux idées développées par les listes écologiques de LYON. Nous n'avons pas l'habitude d'intervenir dans les joutes électorales, néanmoins, la commune est pour nous l'organisation de base de la société à laquelle nous aspirons. Bien que la commune soit actuellement privée de tout pouvoir politique par l'Etat centralisé, il n'en reste pas moins que c'est encore un des derniers endroits où le citoyen peut avoir un contrôle direct sur ses élus. En espérant que plus tard le mouvement écologique ne sombrera pas dans les méandres de la politique politicienne, aujourd'hui le groupe communiste libertaire des P.T.T. soutient les listes « LYON ECOLOGIE ».

**SOYONS REALISTES, DEMANDONS L'IMPOSSIBLE !**



Un autre point de vue sur la question:

## ÉCOLOGIE, COMMUNE ET ÉLECTIONS

« Pour l'autogestion, votez écologique ». Ainsi, quelques bulletins de vote de plus les nôtres) et nous allons pouvoir autogérer les communes (enfin, quelques-unes). La vieille illusion électorale, bien compromise sur le plan national, reparait, guillerette, sous le double et sympathique patronage de l'écologie et du fédéralisme réunis.

« La discussion est ouverte ». Ouais. M'est avis qu'elle va pas être ouverte très longtemps; pas plus longtemps que la campagne électorale, qu'elle soit perdue ou gagnée. L'embêtant avec les élections, c'est qu'au départ, c'est une croyance. Alors, discuter d'une croyance, à quoi bon ? Si tu es dans la merde, si tu as envie de croire que tu t'en tireras en gagnant au Loto, de quoi partir sur la Côte d'Azur, pourquoi t'enlever tes illusions.

A quoi bon revenir à de ternes questions réalistes ? Par exemple : - A Lyon, comme dans toutes les villes la police municipale est contrôlée par le Ministre de l'Intérieur...mais elle doit être payée en partie par la municipalité. Y-a-t-il une façon écologique, ou libertaire, de payer les flics ? - A Lyon comme ailleurs, le Maire doit présider le conseil de révision. Y-a-t-il une façon écologique, ou libertaire, de présider ces espèces de revues vétérinaires ? Ce ne sont là que quelques exemples. Le maire est lui aussi un représentant de l'Etat, et s'il l'oubliait, le préfet et l'administration se chargeraient vite de le lui rappeler.

C'est vrai que parmi les gestionnaires locaux, enfermés dans le filet des règles juridiques administratives qui s'imposent à eux (\*d'une façon que les écologistes ont l'air de bien sous-estimer...), il pourrait y en avoir de plus honnêtes, ou de moins pourris. Entre un écologiste avec une bonne bouille et Soustelle, ça paraît idiot d'hésiter. Entre un juge et une ancêtre, lequel choisiriez-vous des deux, comme disait le gorille ?

En fait, ça n'a pas une grande importance. Les conseils municipaux ne sont, et cette fois-ci c'est encore plus net que d'habitude, que les « classes » où se recrutent les politiciens, qu'ils soient de bonne ou de mauvaise fo. Après les municipales, les législatives, après les législatives, les présidentielles. Ein Volk, ein Reich, ein Führer. Tout se tient, et la machine à décerveler ne se découpe pas en bonnes tranches écologiques et en mauvaises tranches étatiques.

Les élections c'est un moyen d'action, sûr. Mais pas un moyen d'action des électeurs comme on le croit communément. C'est un moyen d'action sur les électeurs et même les élus. C'est une pédagogie du raisonnable et de la soumission : « soyons réalistes, oublions l'impossible ». Se soumettre à la Loi ou se démettre, c'est le seul choix pour les nouveaux élus. A moins qu'ils ne déclenchent une insurrection ouverte contre le pouvoir d'Etat; ce qui paraît un peu prématuré.

Ceci dit, les élections, c'est comme la religion, « c'est l'opium du peuple, ce sont les roses qui cachent les chaînes du prolétariat ». Peut-on reprocher à des copains de croire encore à ces roses pourtant bien fanées ? Une chose est sûre : si tu veux voter, si ça te soulage, vote; ça ne vaut même pas la peine qu'on s'engueule là-dessus. De toutes façons, le vrai boulot restera à faire.

LETTRE

## SUR LE VIOL

*Il arrive aujourd'hui que des avocats militants refusent de défendre des détenus accusés de viol «Ayant pour principe de ne pas assurer la défense d'hommes inculpés de viol, étant militant féministe». C'est la réponse d'un avocat lyonnais à un détenu pour ce délit de viol. Une telle décision est grave, il y aurait donc les bons détenus à défendre, et les mauvais, y aurait-il les bons délits et les mauvais ? Une attitude pareille veut dire aussi ; lui est bon parce qu'il n'est pas violeur, l'autre est le méchant parce qu'il a violé*

*Pour les féministes, le violeur est l'ennemi, mais que fait-on de l'Homme (1) ? C'est lui qu'il faut aider, pas le viol. Le refus du militant féministe de défendre un gars pour viol, empêchera qu'une fois au moins devant les assises le problème du viol soit débattu en attaquant ce système qui fait des violeurs. Il aurait été important qu'un procès où l'on dénoncerait qu'il y a deux victimes, le violeur, la violée.*

*Le premier qui est une victime du système par l'éducation et l'idéologie reçues qui veut que le mâle domine, le violeur à 95 % est issu des classes les plus défavorisées, pour lui, le viol est une manière de s'affirmer, comme de casser la gueule au vieux ou aux bourgeois attardés.*

*La deuxième, qui a subi ce que l'on croit à ce qu'une femme est destinée un jour. Un procès de ce genre aurait pu être celui de l'idéologie dominante du super-mâle, de la femme soumise*

*Grâce aux actions des féministes, les violeurs sont maintenant lourdement condamnés, alors que dans les procès, on n'explique jamais que le viol est de classe, la violée, le violeur sont pratiquement issus de la classe ouvrière. Jamais un violeur n'a été défendu par les féministes, vu que pour eux ce n'est pas normal. Refuser une telle défense par principe idéologique est aberrant pour un ou une révolutionnaire. Le rôle de l'avocat est de défendre le violeur face à l'appareil répressif et d'expliquer le pourquoi du viol, tout en défendant le problème des femmes. Ceci aurait été une action politique.*

*Il faut défendre l'HOMME face à un système, même s'il est fait pour ce qu'il représente. Les féministes n'ont rien à négocier avec le système. En défendant un violeur, vous pouvez aussi bien dénoncer le viol et le condamner au lieu de donner le violeur en pâture au système qui le broiera pour satisfaire votre vengeance. La fin du viol n'est pas de ce système, seule la fin des causes sociales de la délinquance et de la criminalité permettront la fin du viol. Le violeur ne naît pas violeur, il le devient selon les conditions sociales dans lesquelles il est élevé. Le loupard violera par la force, lui sera un violeur, pas l'autre.*

*Il y a l'homme et la vie face à des institutions qui se feront plus répressives, plus il sera défavorisé socialement. La violée sera indemnisée, moins elles sera défavorisée socialement. Ce n'est pas dans une société institutionnalisée que le viol disparaîtra. Il n'y a rien à négocier avec un quelconque pouvoir, seule l'émancipation totale de l'Homme permettra que le viol devienne antiquité. Il ne faut pas que les avocats adoptent une défense unique, sinon cela voudra dire qu'il y a la prison pour les uns et pas pour les autres : les méchants ! Sardou dit «... J'ai envie de violer des femmes...» il dit aussi «...je suis pour !».*

Laumont Guy  
Maison d'arrêt de St Joseph

( 1 ) l'HOMME : la femme et l'homme.

# A ELF RIEN DE NOUVEAU

Quelques jours de travail à Feyzin...

La raffinerie de Feyzin se remarque de plusieurs kilomètres par la torchère qui, nuit et jour, brûle pour nous des feux d'une technologie dévastatrice. De plus près, ce qui frappe, c'est la couleur de certaines cuves que des responsables, dans un souci de préservation de la qualité de la vue, ont entrepris de faire peindre en bleu horizon. Aucune possibilité de confondre avec la ligne bleu des Alpes, car il y a l'odeur persistante jusqu'à l'écoeurement. En voiture, de passage, on peut fermer les fenêtres et accélérer pour s'éloigner de ce chancre qui d'ailleurs nourrit notre véhicule d'autant plus que nous le fuyons plus vite...

Bref, travaillant momentanément pour une entreprise de nettoyage industriel en tous genres, je suis allé m'enfermer quelques jours dans le «complexe de Feyzin», l'un des poumons soufrés de Lyon. S'enfermer est bien le mot, car n'entre pas qui veut. Sécurité oblige, il faut un laissez-passer. L'installation et la sécurité des établissements d'hydrocarbure sont régis par la procédure d'urgence prévue par le décret du premier avril 1939 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

Notre équipe s'aventure chaque jour à l'intérieur de l'odeur, nauséabonde ou feutrée suivant la direction du vent et la proximité d'une unité particulièrement puante : les bassins de décantation.

Une grande partie du sol de la raffinerie est recouvert de tuyauteries, de réservoirs et de diverses unités de production de dérivés pétroliers.

À la suite des différentes manoeuvres quotidiennes de vidanges ou de remplissage des cuves et des multiples circuits, des jets de vapeur fusent dans un bruit étourdissant et des liquides plus ou moins solides se répandent sur le sol. C'est à ce moment que notre équipe intervient, il nous faut gratter la terre ou le ciment avec pelles et rateaux, remplir des brouettes de ce magma odorant, puis les vider dans des bennes sanguinolantes de goudron. Ce travail est à effectuer 5 ou 6 jours par semaine en fonction des impératifs de la production.

Ceci étant, il me faut préciser les conditions de ce métier épanouissant.

Travail de plein air s'il en fut ( de pétrole ), car l'air est tout sauf léger, nous en sommes imprégnés et ce n'est pas toujours en riant que nos rapports avec les femmes sont évoqués. Quand je pense que certaines unités de production sont désignées comme «unités d'extraction aromatique», c'est sans doute l'arôme des futurs steack à base de protéines de pétrole...

Cet été il faisait certains jours 360 et pas question de bronzer, port du casque obligatoire, vêtements de travail poisseux, bottes et gants de caoutchouc pour ne pas être en contact avec les produits ramassés. Ce ne sont pas les tuyauteries placées à quelques trente centimètres du sol qui donnaient de l'ombre. Quand à cet hiver, laissons notre imagination dériver l'oeil sur le chauffage central.


Pour midi, notre équipe ne bénéficie pas du restaurant d'entreprise des 800 fonctionnaires d'Elf protégeant leur digestion d'ouvriers et de techniciens hautement qualifiés derrière le régleme. Non, nous on apporte notre casse-croûte et mangeons dehors. Quand le temps est au vent ou au froid, l'équipe dispose du hangar métallique où elle entrepose les outils et qui lui sert également de vestiaires, sans tables, ni chaises, sur la terre battue. Le point d'eau est à l'extérieur. Le tout étant situé au pied de la torchère. Bon appétit !

Elf, entreprise d'Etat, utilise plusieurs sociétés extérieures pour assurer des travaux d'entretien et de nettoyage ( peindre les cuves par exemple ) salissants, payés au SMIC-et dont les salariés ne bénéficient pas du soutien des syndicats trop soucieux de protéger leurs travailleurs d'élite.

M. Jacques de Fouchier ne fait pas partie de notre équipe, il n'est qu'administrateur d'Elf et possède entre autres choses, une maison de vacances équivalente à 180 années de SMIC...

M. Paul..., n'est pas non plus membre de l'équipe, il n'est que technicien de la centrale électrique, syndiqué, faisait grève en juin 1976 avec le reste du personnel de la raffinerie pour la défense de leur pouvoir d'achat. Et nous, les entreprises extérieures, nous pouvions crever, «vous ne faites pas partie de la maison, on peut rien pour vous...».

Dernière précision, notre équipe se composait de quatre algériens, de deux portugais, de deux français et d'un tunisien.



**ILS ONT REÇUS:**

- OBJECTION: BP 70, 69201 Lyon Cédex 1.
- UNION PACIFISTE: 4 rue Lazare+Hoche, 92100 Boulogne.
- LE REFRACTAIRE: May Picqueray; BP 27 Le Pré St Gervais 93310.
- COMBAT NON-VIOLENT: BP 26 71800 La Clayette.
- ACTION ECOLOGIQUE: Gtéflexie, Atelier 20, 65 Bd Arago, 75013 Paris.
- LA BALEINE: Amis de la terre, 117 avenue de Choisy, 75013 Paris.
- LE PONT: édition de la lanterne, 10 rue de l'aviation, 70200 Lure.
- LA VACHE ENRAGEE: 3 rue affichard, 50300 Avranches.
- BARABAJAGAL: 03250 le Mayet de montagne.
- LE CANARD DU 13: 18 rue Clisson 75013 Paris.
- L'ANARCHO: Jean Guoin, 53 rue Victor Basch 24000 Périgueux.
- LE GRABUGE: n°1, contacter Librairie Vivre, 14 rue Bourdeau Lyon 69004
- SOLEIL NOIR: Postbus 11442 Amsterdam Hollande
- CONTRE-DIRE: HD, BP 1902 45009 ORLEANS CEDEX
- BASTA: BP 105 31013 Toulouse Cédex.

PS: vous pouvez procurer ces journaux au local

La Lanterne Noire: P. Blochier, BP 14 92360 Meudon-la-Forêt.

Le Monde libertaire, Front libertaire, Rivista @, Solidarité ouvrière, Fronte Libertario.....

BLC



# POLICE TES PAPIERS

premier sous-titre : tout savoir sur les flics, les barbouzes et leurs copains ( copines )...

deuxième sous-titre : Ah !...Sécurité...quand tu nous tiens!

SECURITE, voilà la nouvelle déesse de la seconde moitié du XXème siècle pour laquelle on immole la liberté sur l'autel de l'arbitraire ( qu'c'est bien dit ! ). En son nom on ratonne dans les métros, les universités, on matraque dans les manifs, on fiche, on classe, on photographie, on espionne, on tabasse... Une immense peau de sauss devant les yeux, les gens acceptent de perdre le peu de liberté qu'il leur reste pour une hypothétique sécurité qu'un gros ministre de l'intérieur leur promet. La police, l'Etat, créent l'insécurité, développent les craintes, le mépris de l'autre, de l'«a-normal» ( loubard, arabe, homosexuel, drogué, anarchiste... ) pour après prôner la sécurité et se faire les champions de l'ordre et de la justice.

Pour cela la police est munie d'un arsenal de répression d'une qualité remarquable. L'empirique a fait place au scientifique, l'ordinateur a remplacé les classiques fiches de carton. En 1975, un centre REGIS a été mis en service à Lyon Lacassagne. Qu'est ce que c'est qu'un centre REGIS ? C'est tout simplement une filiale du Réseau Electronique Gouvernemental Interministériel Spécialisé ( on reconnaît là les obsédés du sigle, les dingues de l'abréviation et de l'initiale ). Ce réseau sera dans sa phase finale entièrement indépendant du réseau public. Il permet la retransmission téléphonique des données et la reproduction à distance des documents. Les abonnés à ce réseau seront classés en différentes catégories : - les prioritaires, Hotel-Matignon, Présidence de la république, Renseignements généraux, Gendarmerie, Ministère de l'intérieur, Prefecture, armée. - Les non-prioritaires, autres ministères et administrations, entreprises privées. REGIS pourrait satisfaire aux besoins d'environ 9000 abonnés. ( Interférence Ier trimestre 1975 )

Le secteur public est d'ailleurs utilement secondé par l'initiative privée : «durant l'hivers 1974, les réseaux Focard ont modifié l'implantation de l'département informatique. Ils disposent désormais à Bâle d'un ordinateur Honeywell-Bull 66/44 et à Lausanne d'un Sperry-Univac 90/60 permettant le dialogue avec un IMS 90 ( B...comme barbouzes, 1975 ). Toujours le dialogue et l'ouverture.

Mais les machines électronique, ça suffit pas ( heureusement, et c'est bien connu, que la machine ne remplacera jamais l'homme ); il faut que tous ces renseignements passionnants soient mis à la portée, ne disons pas du grand

Mais les machines électronique, ça suffit pas ( heureusement, et c'est bien connu, que la machine ne remplacera jamais l'homme ); il faut que tous ces renseignements passionnants soient mis à la portée, ne disons pas du grand

public, tout de même, mais d'un public choisi. Qu'à cela ne tienne! « Des bulletins de renseignements trimestriel sur l'adversaires intérieur ( organisation politiques et syndicats d'opposition, mouvements révolutionnaires et courant anti-militariste ), rassemblent des informations qui semblent provenir, selon les circonstances, des renseignements généraux, de la sécurité militaire, de la gendarmerie Nationale... » ( pour la suite, voir le Monde du 17 octobre 1973 ).

Désireux de contribuer, à son niveau à cet effort de salubrité publique, IRL a décidé d'ouvrir, lui aussi, une campagne d'information sur l'ennemi ( e ) Intérieur. ( voir IRL N 9 février 1976 ). On n'a pas encore d'IBM, mais en bricolant un peu, on est arrivé à quelques résultats. Voici donc, dans ce numéro, un dossier qu'il faudra éventuellement renouveler. En plus, la rubrique «le Petit Dico de l'Ennemi Intérieur» est toujours là pour donner de plus amples informations sur ce qui se passe autours de nous, dans notre région.

Le dossier, on l'a fait principalement avec deux bouquins récents, qui chacun à leur manière, décrivent bien la réalité politico- policière actuellement en place : J.J. Gleizal, «La police nationale» Grenoble 1974 pour la police «officielle», et P. Chairoff, «B...comme barbouzes» ( Paris 1975 ) pour la police «officieuse». C'est une banalité, qu'il ne faut pas oublier dans la pratique, que les deux se tiennent ; l'une ne va pas sans l'autre.

Bref nous avons tiré du premier bouquin, d'abord quelques généralités de bon aloi, remises en style normal ou presque, sur l'Organisation de la police et ses effectifs, puis la description du dispositif mis en place pour une manif à Lyon. Une manif vue de l'autre côté ; enfin, des extraits d'un mémoire de policier consacré au problème de la sécurité à Lyon, Police Cauchemar.

Autre bouquin intéressant celui de P. Chairoff ( B... comme barbouzes ), devenu rapidement célèbre à cause des procès qu'il a chopé un peu partout. Il y a beaucoup de choses dedans et ça vaut le coup de le lire, de lui faire de la publicité et de la faire lire autours de nous, pour faire comprendre aux gens où se trouvent le véritable ennemi de la liberté. Pour ce dossier nous avons seulement repris un extrait concernant le problème qui nous intéresse à plus d'un titre, des «provocateurs». C'est pas une raison parce que les mini-flics des SO de manif traitent n'importe qui de provocateurs, pour oublier qu'effectivement, que ça plaise ou non, les provocateurs patentés et salariés ça existe.

# une S.A : LA POLICE

Il y a des bouquins savants sur lesquels on a parfois intérêt à jeter un oeil, parce que, même s'ils ne sont pas toujours très marrants à lire, ils apportent des informations extrêmement précises sur des questions qui nous touchent (c'est ici le cas de le dire) de près; quand je dis nous, je ne parle pas seulement des camarades Bonnot Ravachol et Tutti quanti (les illégalistes bien connus), mais même le brave petit bourgeois libéral, ou l'anarchiste «théorique», ces questions sont celles qui concernent ces domaines qui nous répugnent instinctivement, mais qui s'imposent malgré nous à notre attention: la police; le droit; les combines politico-étatiques.

Surmontons notre aversion pour ce thème...et extrayons ce qui peut intéresser nos misérables individualités d'une thèse universitaire et donc marxistement distinguée, mais pas antipathique et surtout, récente et bien informées. (J.J.Gleizal', *La Police Nationale*, Grenoble 1974).

Bien informée, parce que, à côté de développements plus ou moins habituels et bien venus sur les libertés, les excès l'idéologie etc.....on y trouve une information venant directement de la police. Mais laissons parler notre camarade universitaire:

*«Notre étude sur la police n'aurait pas été possible si les policiers eux-mêmes n'avaient pas accepté de nous renseigner sur leurs activités et de nous aider. Cette collaboration mérite d'être soulignée car elle est le signe que la police ne se confond pas avec les policiers, qu'il existe dans cette administration un esprit libéral et une volonté de changement en constant développement ces dernières années».* Nous on avait rien remarqué, mais enfin, si on nous l'affirme.....

En fait, en voyant le type de documentation mise à jour, vraiment de type confidentiel, on pense plutôt à ce que disait à J.J.Gleizal un policier à propos de ses propres «contacts»: *«L'art dans ce domaine est de mettre l'interlocuteur en confiance....en le faisant parler de lui même, ce que les hommes aiment par dessus tout.»* Apparemment, ce petit jeu marche aussi avec les flics.

Quoi qu'il en soit, ses relations permettent à l'auteur de citer de larges extraits de plusieurs cours professés ces dernières années à l'école nationale supérieure de police de St Cyr au Mont d'Or, école qui forme les commissaires; à savoir par exemple ceux de Messieurs Charbinat, *Législation du maintien de l'ordre*, 1965, les *Renseignements Généraux*, 1966, Cornet, *Cours de Sécurité Publique* 1966; Asso, *Préparation d'un service d'ordre* (Nos camarades gauchistes intéressés peuvent en retirer des exemplaires à l'ENSP) 1969, et Marquet, *l'Organisation de la Police Nationale*, 1969, *La Police des renseignements en France*, l'auteur a aussi mis la main sur d'autres pièces rares, comme le mémoire d'un futur commissaire Sinding sur *Les problèmes du maintien de l'ordre dans une grande ville* (Lyon), décembre 1968, ou sur un bouquin trop peu lu (mais si, mais si,) comme Schira (on n'invente rien je vous jure), *Principes Généraux d'action des forces du maintien de l'ordre sur la voie publique*, Renne 1951, ou encore sur un étrange document de *«prévision d'ordre public»* émanant du commissariat au plan d'avril 1970.

Parlons pas de la Revue de la Police Française, ou de la revue de la Défense Nationale qu'on trouve dans toutes les bonnes librairies (celles qui ne vendent pas IRL), ou de l'encyclopédie Nationale de la Police, publiée en 1955 par le ministère de l'intérieur. Moi, j'ai beau faire, quand je tombe sur ce genre de truc, je me marre parce que ça me rappelle toujours ce film de Bunuel où on voit un gus en pardos noir avec bada façon Eden et écharpe de soie blanche faire un cours à une classe de gros gendarmes mutins. (Le fantôme de la liberté).

Il y a en France aujourd'hui environ 170 000 flics, professionnels natürlich, on compte pas les amateurs. Ça y paraît pas, mais ça fait beaucoup, alors pour éviter de se rentrer de dedans et de se tirer dessus en cas de coup dur, ils sont organisés. Ouais. Y en a des qui disent que ça s'appelle une conspiration de malfaiteurs et que c'est prévu par le code.

## L'état major.

Bon, alors maintenant, on va un peu trier tout ça. D'abord les amuses-gueules. Tout en haut directement rattachés au Ministre soi-même: sa garde prétorienne perse, la Compagnie urbaine de sécurité: Les gorilles pour protéger les huiles, le service central des voyages officiels (Ponia peut tout de même pas tout garder pour lui, il en prête aux autres c'est normal); le centre national de perfectionnement au tir: c'est là qu'on apprend aux flics à tirer en l'air pour avertir, et les gars chopent la balle en pleine poitrine, passons; l'inspection Générale de la Police Nationale: ça c'est ce que les journalistes, toujours en veine de formules, appellent, sans rire, la Police des Polices; disons, une supposition que le cas que je causais précédemment soit arrivé (à Dieu ne plaise!), ceux qui font l'enquête, c'est ceux là, autant dire que le boulot est particulièrement soigné, cou-su main, comme un suaire, même. Mentionnons pour mémoire (d'ordinateur) le service de Coopération Technique Internationale de Police, belle manifestation du rayonnement de la police française à travers le monde chargé d'«aider» les polices étrangères à «former» leurs policiers: travaille avec le Brésil, le Cambodge (c'est râpé pour le moment), et surtout les Etats Africains et Madagascar. Enfin le clou, si j'ose dire (je l'ai gardé pour la bonne bouche), le PAF, Police de l'Air et des Frontières; une direction qui coiffe toute la circulation des personnes aux frontières et qui, je cite, «permet d'accroître l'efficacité d'un service qui a des tâches répressives en pleine expansion. En effet, il participe de plus en plus activement à la lutte contre le terrorisme aérien, le banditisme international,....et à la défense de la Sûreté de l'Etat». J'insiste pas ce serait cruel.

Ça c'était ce qu'on appelle, paraît il, les services animés par le cabinet (du ministre). Laissons de côté les trois directions administratives, en notant tout de même le service des écoles, et celui des Etudes et informations techniques; qu'est ce qui peuvent bien maquiller ceux là?

Suivez le guide, et nous arrivons, aux directions actives: - La direction de la P.J. qui s'intéresse à vous en tant que (futur) délinquant tout cours. Pour les benêts qui penseraient qu'il s'agit essentiellement des crimes passionnels, mentionnons, dans la sous-direction des affaires criminelles, la 6ème section, répression des atteintes à la Sûreté de l'Etat et menées subversives (ils sont vraiment obsédés), et quelques marches plus loin, attention, c'est un peu noir, la quatrième section, répression du banditisme, alias Brigade Centrale de Documentation et de Recherches criminelles.

alias, la super-anti-gang; prenons ce corridor, nous voici au B.C.N. Bureau Central National, honorable correspondant d'Interpol (alias OIPC): «Interpol qui regroupe plus de cent pays, a une efficacité incontestée».

### Les grosses beignes.

Maintenant c'est la Sécurité Publique, la direction de la piétaille, on a peut être plus la qualité les gars, mais on a le nombre: les CRS, 15 000 hommes, 500 officiers: les polices urbaines, 6 500 en civil, 45 000 en tenue; dans ces 45 000 vous avez de tout, depuis le brave pépère jusqu'aux sections d'intervention qui «présentent trois caractéristiques essentielles: elles sont spécialisées dans le maintien de l'ordre; elles sont statiques, enfin elles reçoivent un entraînement particulier. Ça et le gilet pare-choc, ça aide à se sentir un homme. Elles sont rattachées aux commissariats de districts sortes de super-commissariats disposant aussi de services spécialisés à savoir un bureau d'études techniques qui «prépare les plans, données, cartes et documents nécessaires à l'exécution des services», un vrai petit quadrillage urbain, et des équipes spécialisées «sur lesquelles on ne possède guère de renseignements, si ce n'est qu'elles sont chargées de certaines missions présentant un caractère spécifique». Ah ben d'accord. Puis entre les CRS et les urbains, y a des bureaux de liaison. C'est la moindre des choses, on est plus à un bureau prés. (Il était aussi question d'y créer des groupes d'intervention anti-terroristes. Monde 6 aout 1973). Quittons le terrain trivial des grosses beignes et passons chez les Intellos.

### Les Intellos: les RG et la DST.

Ah, quelle maison, quel style. La Tradition dans la Modernité. Remarquez, à l'origine, y s'avaient débuté plutôt modestement. 1855, création du commissariat central des chemins de fer, «Police spéciale» (y z'ont toujours la manie d'être spéciaux les flics, mais là c'est un comble, être spéciaux pour des renseignements généraux, faudrait savoir!). «à vrai dire, il a fallu attendre le régime de Vichy pour que les RG prennent la place qui est aujourd'hui la leur dans l'organisation policière». D'après l'instruction du 16 octobre 1968 «La direction centrale des renseignements généraux est l'organisme de commandement, d'emploi, et de synthèse du Ministre de l'Intérieur sur le plan du renseignement». Laissons la parole à notre copain Charbinat: «dans sa conception actuelle, la police des R.G. recherche et exploite le renseignement dans tous les domaines où sont mis en cause l'ordre public, la défense des institutions, l'évolution politique et sociale». L'Evolution Politique et Sociale. Ren qu'ça! «La police des R.G. observe toutes les formations politiques, syndicales et autres. Elle assure la surveillance des personnes et groupements suspects. Elle exécute des enquêtes administratives. Elle est en outre, chargée de la police de l'Air et des Chemins de fer, du contrôle des personnes aux frontières...» De l'Air, eux aussi! Bon sang de bonsoir, et on s'étonne qu'y ait des accidents aériens. Entre nos vieux copains des PAF, la Gendarmerie de l'Air, les RG, la Douane, Interpol, sans compter les spécialistes des étrangers, DST et SDECE, les aérodromes sont vraiment plus fréquentables. Une fois il y a eut un japonais qui a tiré dedans au hasard au hasard qu'ils disaient.

Aussi, «le policier des RG doit être bien informé de l'actualité» et ben, je plains celui qui lit IRL, hein.....«les jour-

naux et tous les moyens de diffusion sont donc sa première source». «Mais il ne lui suffit pas de lire et d'écouter ce qui se trouve à la portée de tous, encore doit il aller chercher le renseignement resté secret. Ainsi, la mission de renseignement comporte à la fois un aspect journalistique et un caractère policier. Pour la police se renseigner signifie s'informer et surveiller pour que l'ordre soit maintenu». Ah bon? et les suspects? «ceux qui se réjouissent des difficultés du gouvernement». Et une supposition que le gouvernement n'ait pas de difficultés, comment reconnaître les suspects? «On peut dégager des constantes; est suspect: - l'adhérent à un groupement étranger dont le but avoué ou non, est préjudiciable à notre souveraineté, ou dangereux pour l'ordre public; l'autonomiste; le membre de ligues ou associations dissoutes qui tendent à se reconstituer, les individus s'étant signalés par leur activité ou leur propagande antinationale (anarchiste, saboteurs à l'occasion de grèves). Seront considérés comme suspects, et comme tels, soumis à la surveillance vigilantes des RG les personnes qui s'unissent pour provoquer par des voies illégales des troubles politiques ou dont l'action est susceptible de porter atteinte.....aux intérêts de notre pays». Beaucoup de boulot. En 1964, 194.224 enquêtes complètes, 1.708.992 enquêtes sommaires. Pour 3 000 gars (2 000 pour le nouvel obs), c'est pas de la tarte. Notez bien qu'il y a les bénévoles, le charcutier du village qui donne un petit coup de main, et les «moins bénévoles», mais qui informent tout de même, faut bien survivre. Et puis, ces enquêtes, faudrait voir comment c'est fait, enfin, ne nous plaignons pas trop, ces braves gens font ce qu'ils peuvent. Eux aussi sont organisés, et comment! En tête, un Directeur, un préfet, flanqué d'un secrétaire technique, et d'un secrétariat particulier. Une sous-direction de l'information qui compte 9 sections: - affaires politiques particulières; deux cellules (sic! OPcf plus PSU et Mouvements Révolutionnaires (Alors pour les flics des RG, le PC et le PSU c'est pas des mouvements révolutionnaires. Ouais, mais c'est tout de même des mouvements «particuliers»). Des «spéciaux» qui s'occupent de «particuliers» c'est aux moeurs qu'on devrait les foutre tous ces mecs. - affaires politiques générales, deux cellules, Centre et Gauche, et Droite. Y sont vraiment marrant ces gars des RG, d'un côté des «révolutionnaires» plus PC, PSU de l'autre tout le reste en vrac, centre et gauche ensemble, le politique relax, quoi. - affaires sociales et économiques, s'occupe des syndicats, des organisations étudiantes et lycéennes, de la conjoncture économique et sociale, comme on dit, c'est à dire des conflits sociaux, deux cellules, Secteur public, Secteur privé; - affaires financières, - suit l'activité des milieux économiques et financiers (?); - étranger outre mer, deux cellules, étranger et outre mer. Les Métèques quoi!; - Presse et moyens audiovisuels, «elle réunit des renseignements sur tous les moyens d'expression et de diffusion des idées». Les Idées, c'est émouvant, il y a encore des Idéalistes dans ce pays. Qu'est ce qu'ils fabriquent vraiment? Ils donnent quelques tuyaux aux journalistes qui ne sauraient pas quoi dire?; - Laisons extérieures' «elle établit des liens avec les polices françaises extérieures au Ministère et avec les polices étrangères», même que c'est pas toujours une réussite, parce que des fois, on place mal sa confiance, regardez les copains de la PIDE portugaise, on les croyait solides sur leurs canes, et puis, crac, les voilà par terre, et leurs archives qui traînent dans tous les journaux portugais et même français. Abomination de la désolation. Puisque maintenant la dernière mode chez Ponia and Co c'est la «filière portugaise», on leur signale celle là qu'était plutôt chouette et bien organisée, avec assassinats commis à l'étranger et tout et tout; vous avez la

mémoire courte camarades-flies et camarades politiciens. Ça dépend pour quoi, mon enfant. - 8<sup>ème</sup> section, Enquêtes et sondages, opère généralement avec cartes au nom du soi-disant Office central de Sondage et de statistique. Réservez leur le meilleur accueil. - Dernière section Synthèse et diffusion, qui compose et distribue les documents envoyés et re-répartis par la direction centrale; fabrique un bulletin quotidien et une synthèse hebdomadaire réservés au Président, au Premier ministre et au Ministre de l'intérieur, Valy, Chirac et Ponia ont de quoi lire. Egalement un bulletin mensuel, de diffusion plus large, mes chers camarades, et qu'on trouve dans tous les bons commissariat. Quand ils téléphonent dans les contrôles routiers ils regardent dessus, en cas que vous y seriez.

Et puis des sections non-numérotées, pour la documentation (archives) pour les moyens techniques (gadgets d'espionnage), et un «groupe de direction», «chargé des enquêtes les plus approfondies», ceux là ça doit être des super-spéciaux. Naturellement tout ce petit monde a ses antennes locales, les services territoriaux, dans les régions et les départements. Discrets, évidemment. Mais parfois connus, et oui. Qu'en pensez-vous? «*Assez curieusement, les R.G. sont à la fois bien organisés et quelque peu vétustes. Leur organisation leur permet de traiter correctement les renseignements acquis...pourtant le service aurait besoin de se moderniser et de faire un usage systématique de l'informatique pour ne pas apparaître comme une entreprise artisanale à côté des organismes spécialisés dans le traitement de l'information...Est ce à dire que les RG constituent une police politique de type dictatorial, ?.....Dans une dictature, la police politique constitue une puissance considérable. Ses effectifs sont extrêmement importants, plusieurs dizaines de milliers d'agents pour la Gestapo. Tous ces services disposent de moyens illimités, argent à volonté, sans compter tous les multiples passe-droits qui permettent de recruter de véritables armées de mouchards Or il faut reconnaître que les RG manquent de moyens. Leurs agents sont en nombre insuffisant. Leur activité a souvent un aspect inutile et dérisoire. Toutes les informations recueillies ne sont pas utilisables. Les méthodes de classement des fichiers ne semblent pas encore être pleinement rationnelles.*

Mais cette facheuse situation peut évoluer «*le rôle de ce service serait plus complet s'il n'y avait pas rupture entre la recherche du renseignement, confiée aux RG et la phase répression, exercée par la PJ ou la DST. Le service ayant recueilli les renseignements (les RG) serait le mieux placés matériellement et psychologiquement, pour mener à bien la répression.....Cette thèse fait également ressortir que le policier des RG, averti des vicissitudes de la vie politique, exercerait la répression avec plus de discernement et de modération.*». De la nuance, bon dieu, du tact, de la psychologie. C'est ça les RG. Il y en a qui insinuent dans la conversation, qu'ils sont à gauche, et beaucoup plus que vous ne croyez, si, si, si... Michèle Manceaux cite ces mots d'un jeune inspecteur des RG: «*Au début, ça ne m'en chantait pas tellement parce que j'estime qu'on est libre de dire ce qu'on veut, de faire ce qu'on veut, d'avoir des idées propres. Je ne vois pas pourquoi des services de police sont chargés de travailler sur des gens qui n'ont pas les mêmes opinions que le gouvernement actuel. Moi ça me dépasse cette histoire là, mais enfin, étant donné qu'on est obligé de le faire, il faut le faire, avec beaucoup d'ob-*

### la Direction de Surveillance du territoire.

(Des fois qu'y en aurait des qui voudraient nous le pi-quer)

La DST s'occupe «de la recherche, du contrôle et de la répression de toutes les activités secrètes de l'étranger». Couverte par le secret de la Défense Nationale. Environ un milliers de fonctionnaires «On croit toutefois savoir que la direction comporte deux sous-direction - études et formations, et recherches» (c'est fou ce qu'on cherche et ce qu'on étudie dans la police), «et trois services - documentation et exploitation, - contrôle et manipulation d'agents- contrôle des émissions radio-électriques» (d'après Le Monde, hein, moi, pour ce que j'en sais); et puis un service anti-gauchiste spécial, la SUBAC (Ca c'est dans le Gleizal, je sais rien je vous dis). Par contre, il est totalement inexact qu'il y ait un service de plomberie, comme une certaine presse s'est plu à le répéter. Si vous avez une fuite (ouarf), c'est pas chez eux qu'il faut téléphoner.

Et puis il y a les PAF. Mais alors là c'est les PAF locaux quoi, les PAF ordinaires, les secteurs PAF. Disons environ 2 500 PAF et n'en parlons plus (poil au cul).

Et puis à Paris, la Prefecture, mais là, les parisiens qui sont si savants ont qu'à lire le bouquin eux-mêmes. Y faudrait qu'on fasse tout en province, non, mais sans blague, les copains!

### La grande muette.

Un peu fatigués, hein? Moi aussi. Un dernier effort. On change de bâtiment cette fois: le ministère des Armées, une grande maison aussi, et bien respectable, allez, ne l'oublions pas dans nos prières. Et cette institution sacrée, réconfort des bons, effroi des méchants, la Gendarmerie. Ah la Gendarmerie! que de bons souvenirs aussi en commun. Sous ses deux espèces: bonnasse, c'est la vieille territoriale, alias départementale, alias la Blanche, où allez vous brigadier en testiculant de la sorte, 42 000 hommes, il faut ce qu'il faut. Choc, ça c'est la gendarmerie mobile, la Rouge (pas à cause de ses opinions, évidemment, à cause du képi, c'te bonne blague), escadrons, pelotons, voyez tous ces beaux hommes, 18 000 (30 000 pour le Nouvel Obs). Remarquons que la brave blanche peut être formée de temps en «pelotons de Gendarmerie de Reserve Ministérielle» sélectionnés en son sein généreux, et qui vont renforcer la Rouge. (comme à Malleville) Vu? Glissons sur des bricoles, la Gendarmrie maritime, celle de l'air et des transports, etc....dans les 5 000 hommes, une misère, et puis la Garde Républicaine de Paris, 3 000 hommes d'élite. Alors là super-beau, le gourdin d'une main, si Versailles m'était conté de l'autre. Chic quoi. Total 68 000 hommes. Et puis c'est comme chez les flies civils: après la piétaille, les cervaux. Top secret, le SDECE, chargé de «signaler les agents des puissances étrangères susceptibles de nuire à la défense nationale et à.... et à quoi?.....vous avez deviné, à la Sûreté de l'Etat. Alors là c'est simple, je peux rien vous dire. C'est vraiment secret. Dans le temps, y étaient rattachés au premier ministre. Et puis il y a eu cette affaire Ben Barka, et on les a fourgué au Ministère des Armées, pour les reprendre en mains paraît il. La baignoire qu'y disaient. Je me demande bien pourquoi, c'est pourtant des mecs qu'aiment pas se mouiller. Et puis alors dites, les copains, c'est pas parce que vous êtes des anti-militaristes purs et durs, y a aussi la S.M., la Sécurité Militaire, on les oublie toujours ceux là, c'est pas juste. C'est eux qui s'occupe de nos p'tits gars, comme disait Bigeard. Des bureaux dans les différentes régions militaires, des correspondants

secrets dans chaque régiment (enfin, secrets... à condition qu'y se saoulent pas trop la gueule au mess, eux ou leurs copains).

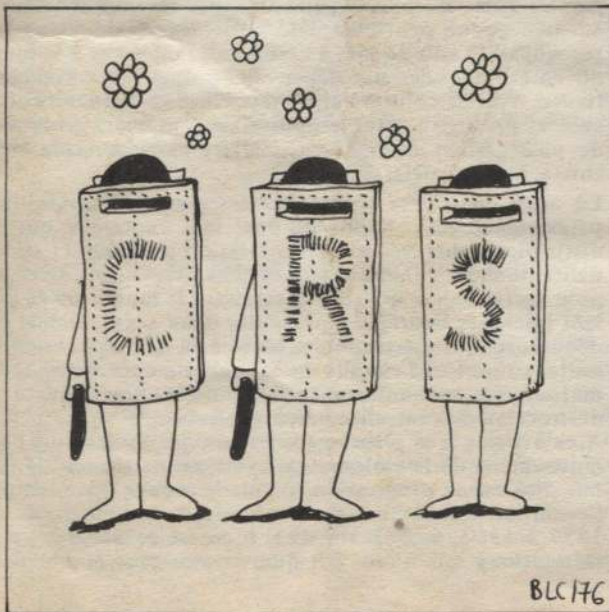
\*\*\*\*\*

Et bien voilà, là première conclusion qu'on peut faire, c'est que ça fait quand même du monde: les spécialistes sont tous à peu près d'accord, on tourne à environ 170 000, 180 000 flics officiels. Mais le truc le plus bizarre, c'est finalement l'extraordinaire foutoir, l'impression de grosse machine bricolée que donne la description de leur organisation. A première vue on serait tentés de penser que tout ça, c'est bien compliqué, un petit service par là, une brigade par ici, ça serait tellement plus simple de faire un système unitaire, tout sur le même modèle.

Et bien penser ça, c'est une erreur. C'est imaginer que la Police c'est quelque chose de rationnel. C'est rationnel si on veut, en ce sens que ça a tout de même un minimum d'efficacité, et ça peut arriver de tomber sur ce minimum. Mais en même temps, la police est aussi faite pour donner des satisfactions aux policiers, si vous voyez ce que je veux dire. Ces gens là ne travaillent pas uniquement pour de l'argent comme ils le prétendent parfois. C'est autre chose qui les tenaille et les aiguillonne. Concrètement, cela signifie que, si on veut qu'ils soient efficaces, il faut leur laisser de la laisse, l'esprit d'entreprise, quoi, et en même temps, les mettre un peu en concurrence.

L'organisation s'efforce donc de couvrir une espèce de processus sans cesse renouvelé de formations de petites équipes autour de petits chefs, une espèce de féodalité pululante et mesquine, qui trouve dans sa propre misère psychologique le ressort de son action.

Et J.J. Gleizal remarque que dans les périodes de crise, ce processus de fragmentation, au lieu d'être atténué, devient plus virulent. Il ne s'oppose pas à l'autre tendance qui se manifeste alors dans le même temps, celui d'une coordination et d'un effort de rassemblement de tous ces services. Les deux tendances marchent ensemble, elles ne s'opposent pas. La Police Nationale, c'est à la fois la prolifération de la petite entreprise, et la centralisation par IBM. C'est peut être dans cette contradiction qu'il y a une chance pour les déviants. Les flics ne sont pas l'implacable machine glacée qu'ils prétendent être, et tous les ordinateurs du monde n'y changeront rien.



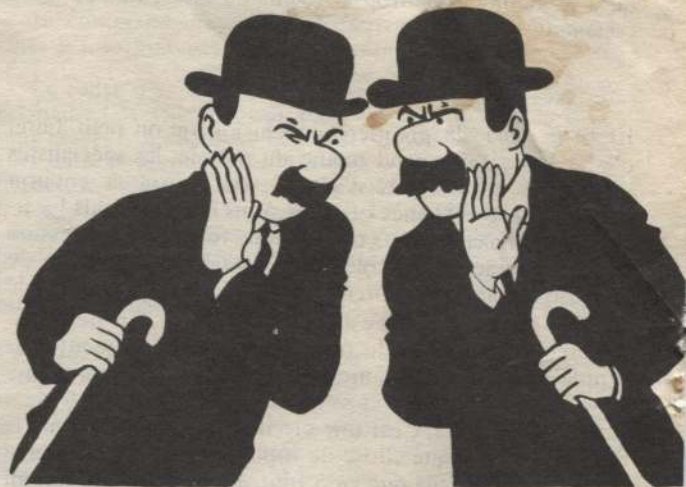
# POLICE CAUCHEMAR

*Nous donnons ici des extraits d'un mémoire de stage de l'École Nationale d'Administration (ENA) «Les problèmes du maintien de l'ordre dans une très grande ville (Lyon)» décembre 1968 (remarquez la date!), tel qu'il est abondamment cité et commenté par J.J. Gleizal. Ce n'est pas que le fond de ce mémoire soit très gai, mais son style fait vraiment rigoler, et c'est toujours ça de pris. Et puis ça montre bien à quelle point de bêtise en arrive l'«efficacité» technocratique-flicarde.*

La stratégie actuelle du maintien de l'ordre, telle qu'elle est conçue et appliquée par le gouvernement est assez perfectionnée. Seulement elle ne propose pas de solution radicale. La raison en est que les pouvoirs publics agissent dans le cadre constitutionnel d'une démocratie libérale et que les formes y conservent un certain pouvoir de contrainte. Si ce dernier rempart était supprimé que pourrait-il advenir? Les réflexions de quelques fonctionnaires sur les problèmes de maintien de l'ordre permettent de l'envisager. Certains experts du commissariat au plan ont essayé d'imaginer comment les problèmes du maintien de l'ordre pourraient être réglés. Voici le scénario qu'ils avaient conçu: «Fin 1970, quelques sabotages gauchistes dans des usines provoquent des morts d'hommes. L'écrasement au sol d'un avion leur est attribué. La condamnation d'un des coupables provoque des manifestations gauchistes dont le succès est très limité; dans quelques universités, des bagarres rangées entraînent une vingtaine de morts dont celles de deux membres du service d'ordre; la faculté de Vincennes est incendiée. La répression qui s'ensuit, très limitée, dans le cadre des lois réprimant les délits de droit commun, mais cependant très ferme, permet de disperser les groupuscules. Le gouvernement apparaît maintenant comme le garant de la sécurité intérieure, ce que sanctionnera le résultat des élections de 1971». Le processus révélé par les experts du commissariat au plan est frappant de vérité. Leur imagination leur a permis d'envisager un ensemble de faits possibles. Ceux-ci s'enchaînent de façon parfaite et impitoyable. En somme, pour ces fonctionnaires, le gouvernement doit en arriver à asseoir son autorité sur la seule répression. Mais il est difficile de faire cas des résultats d'un simple exercice qui a poussé la logique jusque dans ces derniers retranchements. La politique obéit à d'autres lois.

Le rapport présenté par un stagiaire de l'école nationale d'administration n'a en rien ce caractère hasardeux. Le mémoire de ce fonctionnaire, M. Sinding, comprend trois parties: une analyse de la situation socio-politique qui, selon lui, engendre un climat de violence, une critique des solutions actuelles pour maintenir l'ordre public et des propositions de réforme.

L'analyse des facteurs de violence. Pour M. Sinding la société est en train de se «décomposer» par suite de la conjonction de facteurs économiques et sociaux, culturels et idéologiques, moraux et psychologiques. Il remarque, à propos des premiers: «l'industrialisation concentre dans nos grandes villes des masses croissantes de déracinés: expaysans, immigrés, ouvriers reconvertis, chômeurs, mallogés, isolés. Le moindre incident peut parfois les déclencher à l'improviste». La seconde catégorie de facteurs de violence ne doit pas être, d'après l'auteur, «sous-estimée»: «L'intellectualisation qui caractérise notre monde, note-t-il a pour première conséquence un accroissement considérable du nombre de ceux que Napoléon appelait les «avocats», professeurs, penseurs, étudiants ou grimauds qui proclament que «penser c'est dire non». La durée des études augmentant, l'immaturation psychique des moins âgés



s'aggrave par le sursis prolongé que leur accorde la réalité de la vie.» Quand aux facteurs moraux et psychologiques ils sont «peut-être les plus décisifs»: «Il se diffuse en bien des lieux une sorte d'idolatrie de la destruction, qu'expliquent à la fois la rapidité du progrès qui emporte toute chose et l'attachement passionné des groupes sociaux à des habitudes qu'ils ne supportent pas de voir menacées. Plusieurs personnes, notamment chez les jeunes, se livrant en rêve ou en actes aux voluptés du nihilisme, croient affirmer de la sorte leur participation à l'Histoire et se dispenser en même temps de tout effort réel sur leurs propres insuffisances». Ce climat permet la réorganisation de l'anti-société: «le personnel de l'anti-société, affirme monsieur Sinding, se grossit chaque jour de quelques uns de ces déracinés que secrète la société. Ce transvasement se fait généralement en deux étapes plus ou moins rapprochées qu'on peut appeler, au sens fort des termes, l'étape anarchique puis l'étape anarchiste - les éléments anarchiques sont surtout des délinquants d'occasion qui ne se distinguent pas nettement au départ des citoyens ordinaires. Toute la gamme peut se monter, du vagabond sans ressources à l'idéaliste révolté. L'itinéraire moral emprunté par des jeunes gens sans travail, des chômeurs plus ou moins professionnels, des immigrants inadaptés, des étudiants aigris, est souvent celui de l'escalade de la violence. On commence par exemple par quelques larcins dans les grands magasins; puis viennent les vols à la roulotte dans les voitures en stationnement; on peut s'aboucher avec une jeune personne, qu'on charge rapidement de procurer par les voies les plus expédientes, des revenus abondants au ménage; on peut compléter, dans les périodes creuses, par quelques vols de sacs à main; puis l'on songe à se fournir en automobiles aux dépens des propriétaires trop confiants. Avec la voiture l'anarchique dispose d'un outil efficace et prestigieux, qui le pousse souvent à des tentatives de plus grande envergure. On arrive alors au stade anarchiste, ou anti-social déclaré.

Là aussi on voit se rapprocher des rameaux autrefois séparés; idéologues, imbus de doctrines exotiques, qui ne distinguent plus très bien contestation politique et criminalité de droit commun; jeunes gens prêts à tout saccager pour sortir de leur grisaille en refaisant le monde ou en pillant quelques boutiques; pègre des deux sexes, établie ou débutante, qui s'autorise des idées à la mode pour se présenter comme une victime du capitalisme oppresseur, traumatisée par son enfance malheureuse et travaillant à la destruction du centralisme bourgeois».

A cela s'ajoute le phénomène urbain qui contribue à l'accroissement de la violence. A Lyon, en particulier, la criminalité est en progression comme le prouve, par exemple l'évolution du nombre de cambriolages qui est passé, de 1957 à 1967, de 883 à 2 492. Il en est de même des manifestations qui n'ont fait que devenir plus nombreuses



et plus «sérieuses». «Les grèves, les manifestations et les émeutes du printemps 1968», note M.Sinding en conclusion de sa première partie, «illustrent parfaitement dans le cadre lyonnais l'influence des nouveaux facteurs de la violence: croissance anarchique de l'agglomération, modernisation de l'anti-société, décomposition physique et morale de l'ancienne société pré-industrielle. Cette influence ira fatalement en s'amplifiant, tant que le pays ne sera pas établi en plein équilibre dans la nouvelle civilisation urbaine.»

Ces nombreuses citations permettent de se faire une idée de la nature des propos de M.Sinding et, plus particulièrement, de son style. Celui-ci mérite, en effet, qu'on s'y arrête. Que signifie, par exemple cette phrase: «Cette influence ira fatalement en s'amplifiant, tant que le pays ne sera pas établi en plein équilibre dans la nouvelle civilisation urbaine»? Plus encore: «Aux énergies juvéniles refoulées, la grande ville n'offre plus guère comme exutoire que l'aventure de la délinquance ou la grisurie des barricades» clame Sinding qui utilise par ailleurs des expressions comme: «les voluptés du nihilisme» ou qui nous entretient des jeunes qui «vont demander l'oubli à l'ivresse de la violence». Cette forme d'expression permet à M.Sinding de tenir des propos dépourvus de sens, comme celui-ci par exemple: «avec la voiture l'anarchique dispose d'un outil efficace et prestigieux qui le pousse souvent à des tentatives de plus grande envergure - on arrive alors austade anarchiste...» C'est à dire que la voiture permettrait de passer du stade anarchique au stade anarchiste?! Si M.Sinding est, en quelque sorte, condamné à tenir de pareils propos dans le style qui lui appartient, la raison en est qu'il n'a pas de faits précis à présenter, mais seulement des considérations générales sur le maintien de l'ordre. Et celles-ci, en ne s'appuyant justement sur rien, ont un caractère strictement idéologique. La démarche de M.Sinding est faible quand elle nous fait passer insensiblement des délits de droit commun aux délits politiques. Elle est aussi profondément réactionnaire, comme le révèle le vocabulaire organiciste, végétal ou cosmique utilisé dans l'analyse sociologique. L'auteur déclare aussi bien: «le personnel de l'anti-société se grossit chaque jour de quelques uns de ces *déracinés* que *secrète* la société» que: «On voit se rapprocher des rameaux autrefois séparés: idéologues, imbus de doctrines exotiques... jeunes gens prêts à tout saccager...» Et il ne déplaît pas à ce disciple des penseurs traditionalistes d'affirmer: «cet aspect irrationnel des troubles contemporains se renforce de l'inquiétude qu'entretient dans les esprits l'incertitude de l'avenir. Les transformations qui affectent toutes les couches de la société, les vastes mutations de la techniques et de l'économie, les remous qui accablent tour à tour toutes les parties de la terre, effrayent obscurément en nombre grandissant de personnes.» La notion sur laquelle se fondent les propositions de M.Sinding est celle de la «décomposition sociale». La société, minée par la violence, se décompose, aussi faut-il la régénérer. Devant cette décadence, il importe de rétablir l'ordre. Et ce projet n'est réalisable que grâce à une police renouvée. En somme la police est le fortifiant dont a besoin le corps social.

### La critique des moyens de repression actuels.

Pour l'auteur du mémoire qui, rappelons-le, limite son étude à Lyon, les moyens sont tout d'abord insuffisants: les forces de l'ordre manquent d'hommes, surtout en période de troubles, les locaux sont «dispersés» et «étriqués», les matériels sont inadaptés et les moyens juridiques des responsables ne permettent pas de répondre aux besoins. A ce sujet, M.Sinding écrit: «les responsables n'ont guère les moyens de mettre le public en face de ses devoirs. L'école ou le lycée ne lui apprend rien sur les nécessités de l'ordre et de la vie en société: aucune émission

régulière de radio ou de télévision ne lui expose réellement la police ou la gendarmerie ni ce qu'ils voudraient faire. On manque des moyens d'informer ce public sur la réglementation des rassemblements sur la procédure de la triple sommation avant dispersion prévue par l'article 104 du code pénal, et sur les risques volontaires qu'encourent les curieux en cas de manifestation interdite». Enfin, «les méthodes longtemps éprouvées tendent à se dévaloriser... l'action directe des forces de l'ordre, note en particulier M.Sinding, de par la faiblesse des choses, ne peut plus se conformer aux principes traditionnels - la rapidité de ses interventions est essentielle. Il faut riposter immédiatement à toute violence individuelle ou collective; empêcher la prolongation des manifestations interdites qui renforce le moral des participants; isoler le cortège des curieux, le tronçonner, l'éloigner des points sensibles; multiplier les actions inopinées comme les rafles ou les barrages. Or la pénurie de véhicules, d'hommes et de liaisons sûres ne permet guère cette rapidité. Elle ne permet pas non plus de proportionner la repression à l'infraction naissante...» Ces difficultés sont d'autant plus grandes que la police a de plus en plus de charges annexes. Parmi celles-ci il faut citer notamment la surveillance de la circulation et les activités sociales: «les activités sociales sont extrêmement variées... qu'il s'agisse d'aider les mineurs en danger moral, de protéger les enfants maltraités, de faciliter le reclassement des prostituées, d'assister des parents désarmés en face d'un fils «révolté», ou de surveiller les plages et les piscines, elles se révèlent passionnantes, mais d'autant plus encombrantes qu'elles devraient normalement être assumées par des éducateurs spécialisés et des assistantes sociales.» «Il faut envisager de sang-froid les réformes». Le sang-froid implique un réalisme qui amène notre auteur à distinguer «l'idéal» du «possible».

### Les réformes de M.Sinding.

L'idéal serait une «réforme d'ensemble». Grâce à celles-ci les forces de l'ordre seraient «décloisonnées aussi bien que déconcentrées». Par là il faut entendre qu'elles devraient être regroupées sous l'autorité d'un Ministre de l'Ordre Public et qu'à celui-ci devraient correspondre, aux niveaux régional et local, des Directions Générales de l'Ordre Public qui relèveraient des préfets. En outre, la réforme permettrait aux nouvelles forces de police de devenir «homogènes, équipées et modulables»: «les forces de l'ordre, en effet devraient être modulables. Pour leur entraînement chacune d'elles serait capable d'assumer la plupart des grandes catégories concevables de missions et de combat... Pour les courtes périodes de crise générale, comme celle de Mai-Juin 68, des personnels temporaires seraient pris dans une *réserve nationale*, qui offrirait un

choix presque illimité au triple point de vue de la quantité, des classes d'âge et des activités sociales. Cette réserve nationale aurait été formée par un service de défense renouvé qui comprendrait dès l'école une instruction civique élargie puis un entraînement périodique du type helvétique, consacré en partie aux problèmes de défense intérieure... Elle permettrait de protéger tous les points sensibles des grandes villes, et d'associer la Nation à sa sauvegarde interne, derrière la police et la gendarmerie». Ainsi, les conditions seraient réunies pour que la police soit «soutenue par le peuple qu'elle défend». Pour atteindre ce but il suffirait d'entreprendre une action permettant aux forces de police d'être «comprises, assistées et financées»: «Elles devraient être comprises, c'est à dire que les principes de leur organisation et de leur fonctionnement seraient enseignés dans les écoles avec ceux des autres institutions du pays. De plus, leur évolution, leurs difficultés, leurs conseils seraient expliqués aux adultes par les moyens de communication de masse, suivant une périodicité à déterminer; cette information devrait être réciproque, et le «dialogue» serait rétabli avec le public par les moyens habituels de sondage et de débats - Elle devraient être assis-

tées, c'est à dire que le public serait aussi mieux éduqué en matière de comportement social. L'enseignement scolaire et post scolaire, sans imiter les anciens cours de morale, un peu dépassés aujourd'hui, développerait en lui le sens de la prudence, de la discipline librement consentie et de la civilité puéril et honnête. On ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments; on fait encore moins de bonne culture de masse avec les sentiments inverses - Elles devraient être enfin financées à leur juste coût. Le budget du ministère de l'ordre public, comme celui des armées, serait celui qu'il doit être, fût ce au dépens des subventions croissantes allouées à d'autres secteurs...» Mais «ce schéma idéal d'intégration dans la société en marche paraît méconnaître de sérieuses réalités». Aussi faut-il en revenir à des propositions moins ambitieuses. Les réalités sont ici les obstacles qui se dressent devant une réforme de grande envergure. Ceux-ci sont, d'abord, d'ordre financier: la réorganisation de la police coûterait cher. Mais elle permettrait à plus long terme de faire des économies, objecte M.Sinding. Les obstacles sont ensuite d'ordre politique: un ministère de l'ordre public serait trop puissant. Mais réplique le haut fonctionnaire, ce ministère serait contrôlé par le peuple.

Quoi qu'il en soit, un plan par étapes est le plus sage. Aussi M.Sinding propose-t-il de procéder en trois temps pour en arriver, en 1985, à la situation suivante:

-Les hommes: les forces de l'ordre seraient entièrement réorganisées et la «réserve nationale» serait disponible.

-Les choses: «Les préfetures agrandies ou reconstrui-

tes abriteraient, à côté de la direction générale de l'ordre public, l'ensemble des services de cette direction. Un poste de commandement équipé pourrait servir à tout instant». L'informatique serait pleinement utilisée par la police.

-Le cadre d'action: «Il se sera sans doute transformé de lui-même. Les villes seront plus vastes, plus nombreuses, plus aérées.... Les forces de l'ordre deviendraient elles inutiles dans ce Meilleur des Mondes? Au contraire. Les techniques, les idées, les structures prendront une face nouvelles; mais non point les instincts, les sentiments, les passions. Il sera plus nécessaire que jamais de veiller aux débordements toujours possibles de la violence, et surtout de les prévenir en fournissant à tous des raisons matérielles et morales de vivre.»

En lisant M.Sinding, on croit rêver. «Homme de Culture» il évoque en effet le Meilleur des Mondes mais, sans doute serait-il plus juste de citer «1984». Son plan nous mène vers un monde totalitaire où aucune erreur d'éprouvette ne sera possible et où la police sera toute puissante. La police telle que la présente M.Sinding, a très exactement les caractères qui sont les siens dans un Etat policier. Elle est forte omniprésente et répressive pour assurer la puissance de celui-ci. Elle cache son jeu derrière une idéologie parce que l'Etat qui l'emploie est faible, miné par les contradictions. Mais cette police a des aspects nouveaux par rapport à celle que nous avons vue jusqu'alors. Elle a poussé la logique d'étalement inconnues. Aussi se pose la question de savoir quelle force politique peut la concevoir et, surtout, en faire une réalité.

## Qui sont les Véritables Complotteurs?

\*\*\*\*\*

Au début de novembre 1975 «l'affaire des comités de soldats commençait. La Cour de sûreté de l'Etat ouvrait une information contre X... pour participation à une entreprise de démoralisation de l'armée et une cinquantaine de personnes étaient inculpées. Depuis... eh bien depuis, le premier ministre de l'époque J. Chirac tête de file du mouvement à tendance fascisante complotte; depuis Jean Jonquères procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat a remis sa démission expliquant entre autres que «les problèmes de démoralisation de l'armée ne peuvent rester dans le statut quo qui aggrave, au fil du temps, la situation d'inculpés qui auraient dû bénéficier d'ordonnances de non-lieu...»; depuis 21 non-lieux ont été notifiés et les autres suivront probablement dans le silence général.

En attendant la mise en scène du pouvoir à marché comme sur des roulettes, l'épouvantail gauchiste aura fait son petit effet. Mais qui complotte en réalité, qui entretient à grand frais des milices armées, recrutant chez les truands (voir à ce sujet le bouquin «les truands du patronat») ? Le pouvoir, le gouvernement, et cela depuis bientôt 20 ans qu'il est en place.

Le livre «B...comme barbouzes» aux éditions A. Moreau, révèle, avec tous les noms, l'existence de ces milices clandestines, les millions de francs qu'elles engloutissent chaque année, les trafics, les assassinats qu'elles couvrent; tout ça à l'ombre du pouvoir, ce pouvoir qui parle sans cesse de liberté, de démocratie.

Nous en publions ci-dessous un extrait particulièrement éclairant.

«Dès l'automne 1970, sous le contrôle de Charles Vincenzini, un groupe spécial a été créé au sein du SAC (organisation de choc gaulliste), spécialisé dans les provocations à tous les échelons en milieu étudiant et ouvrier, et sa direction a été confiée à Jean Claude Agostini, militant de longue date du service d'action civique.

Jean Claude Agostini a sélectionné quarante jeunes hommes en parfaite condition physique, répartis en huit groupes de cinq. Ces commandos, qui répondent à la dénomination interne de GAP ou Groupe d'Action Ponctuelle, suivent un entraînement physique très poussé à l'institut Harvey de la rue des Martyrs à Paris, plus une formation de tir instinctif dans les locaux du Centre de Tir de la Police Nationale (CTPN) à Livry-Gargan. En dehors de leurs activités de provocation ils servent de gardes du corps aux personnalités de la majorité comme Gabriel Kaspereit, Roland Ningesser, Achille Peretti, ou à des pontes du SAC. Un group de cinq hommes des GAP assurera également pendant près d'un an la protection rapprochée de Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux, après la fusillade qui fit un mort et sept blessés. Agostini et ses hommes utilisent principalement deux méthodes de provocation. Cinq groupes, soit vingt-cinq militants, ont les cheveux longs à souhait, souvent la barbe et la moustache, et portent plus volontier le jean que le complet veston. Leur technique soigneusement mise au point a fait ses preuves comme le confirme Jean Luc T.... (témoignage recueilli à Paris en mars et juin 1974), membre d'un commando des GAP depuis 1971, puis chef de groupe en 1973 avant de rompre toute attache avec le SAC en mars 1974 pour des raisons qu'il confesse volontier: «...mes activités au sein du SAC étaient motivées uniquement par mon goût de la bagarre et de l'argent facile.... je suis un mercenaire, je l'avoue, et cela ne me dé-

range absolument pas...j'ai adhéré au Sac dès 1968 en pleine merde et trois ans plus tard, Vincenzini m'a fait affecter aux GAP parce que les primes étaient nombreuses...je suis tombé dans l'équipe de Van-tre, un vietnamien, enfin un eurasien, qui a trente huit ans mais qui en fait quinze de moins, et j'ai commencé à laisser pousser mes cheveux etc...En trois mois je passais complètement inaperçu rue de La Huchette...je trainais toute la journée en milieu étudiant...la bonne vie quoi!...de temps en temps, Van-tre nous regroupait tous les cinq, des fois avec des équipes de Pivain ou de Lambroso et à deux ou trois groupes on balançait des Molotovs sur des cars de police, on noyait des manifs étudiantes et on commençait à casser les vitrines pour exciter les gars...Tridon ou Eric Tandemann s'arrangeaient toujours pour faire des photos qu'ils refilaient à la presse...Nous dès que ça commençait à chauffer et que les flics arrivaient, on décrochait et le tour était joué...»

Le tour était si bien joué que, le lendemain, les titres de la presse bien pensante, du Parisien Libéré, au Journal du Dimanche, en passant par l'Aurore, France-soir ou Minute, dénonçaient «les commandos du désordre» et les «saccages gauchistes dans Paris» avec photos à l'appui.

Grace à ces opérations de provocation montées de toute pièce par le SAC en liaison étroite et en coopération totale avec les services de police, le pouvoir peut continuer à agiter le mythe du «complot international» éculé mais si pratique et efficace pour faire «bien voter», comme l'écrit en mars 1974 Cavanna dans Charlie Hebdo:«...bonnes gens, le péril gauchiste est là vous aviez tendance à l'oublier, réveillez vous, dans l'ombre ils affutent leurs couteaux, dosent leurs cocktails molotovs! Tremblez, bonnes gens et réclamez des flics, encore plus de flics, des paras des blindés, un pouvoir à poigne qui en finisse une bonne fois avec cette engeance. C'est ce que vous devez faire, c'est votre boulot de bonnes gens.»

Des bonnes gens qui seraient assez perplexes si on leur apprenait que les chefs des «commandos du désordre»,

loin d'être de vilains gauchistes ou d'affreux anarchistes, s'appellent Van-tre, Pivain, Lambroso, Gilbert Dejardin, Jean Claude Peynier ou Bruno Lafarge, agents du SAC, matriculés respectivement sous les numéros 7614,8266,8349, 8517 et 8803! Grassement rétribués ces agents provocateurs! Jean Luc T...précise que «...chaque participant recevait des primes de 300 à 500 francs par opération et parfois 1.000 francs comme pour la manifestation Puig Antich qui a été considérée comme une réussite...c'est juste après que j'ai quitté le SAC le vent tournait il était temps de se barrer, c'est ce que j'ai fait...»

La manifestation contre l'exécution de Puig Antich à laquelle Jean Luc T... fait allusion a rassemblé à Paris 6.000 personnes environ, membres d'organisations d'extrême gauche françaises et espagnoles, le samedi 9 mars 1974. Le SAC avait engagé deux groupes, celui de Van-tre et le No 4 de Lafarge. Ce sont ces commandos qui, placés à l'avant du cortège, brisèrent les vitrines d'une armurerie et de plusieurs banques, sans que la compagnie de district qui surveillait le cortège ne juge bon d'intervenir, et pour cause! Le tout sous les objectifs des reporters du «Journal du Dimanche» qui pouvait ainsi titrer le lendemain: «Saccages gauchistes dans Paris» et décrire complaisamment ces «éléments incontrôlés» qui «défonçaient les vitrines d'une armurerie, s'emparaient des fusils et pillaient des banques.» Éléments incontrôlés, mais pas par tout le monde! Le même jour, à 18 heures 30, le groupe No4 de Lafarge frappe à nouveau, cette fois au quartier latin, attaque deux nouvelles banques et disparaît. A 22 heures30 le groupe No5 celui de Peynier, lance un cocktail molotov contre une fourgonnette peugeot J7 de la police boulevard Saint Michel; malgré l'absence de dégâts, ce sera le signal d'une gigantesque chasse à l'homme qui durera une heure et demi, avec les brutalités de rigueur dans ce genre d'opération. Deux journalistes, Michel Puech, de Photolib et Philippe Gaumy de Gamma seront sauvagement matraqués malgré leurs brassards de presse. Les hommes du SAC avaient bien fait leur travail.

## BIBLIOGRAPHIE

Les polices de la nouvelle société, par Backemann et Ange-li. Petite collection Maspéro 1971

M... comme milieu, par James Sarazin A. Moreau 1977

Les truands du patronat, par Marcel Caille, ed. sociales

B... comme Barbouzes, par Patrice Chairhoff, A.Moreau

CHASSÉ à  
L'HOMME

SUR LES TOITS DE  
LYON

Un après-midi, rue de la république, un attroupement. On ne sait jamais, des fois qu'il se passerait quelque chose. Les regards sont dirigés vers les toits. Je ne vois rien. Mais quelques bribes de conversation me parviennent: «ça a tiré là-bas». Peu à peu on comprend qu'il y a des flics et, sûrement un bandit, dont on ignore tout.

Les voitures des flics arrivent en trombe, comme au cinéma. Il en arrive de tous les côtés, deux, trois, cinq; puis une ambulance. J'avais toujours imaginé les flics comme des gens un peu rustres, mais mal payés. Pas du tout. On voit surgir des messieurs très élégants, nœud papillon, chemise impeccable. Le geste distingué, un monsieur aux cheveux argentés et ondulés serre des mains. La scène devient très mondaine. On se congratule, on demande des nouvelles de la petite famille.

Ça pousse, merci. A croire que ces braves gens n'ont pas la possibilité de se rencontrer autrement que lors des tueries. Surgissent les hommes de main; un frémissement traverse la foule: c'est la brigade anti-gang. Le regard dur, conscients de leur virilité, ils roulent les mécaniques. L'un d'eux, parlant à ses collègues, murmure assez haut pour qu'on puisse l'entendre, qu'on lui a déjà tiré trois fois dessus. Tout à coup, tout le monde s'agite, les photographes braquent leurs appareils, on voit passer des blouses blanches portant quelque chose (quelqu'un?) qui s'engouffrent dans l'ambulance. On n'a rien vu. Dans la foule, un monsieur bien mis, qui n'en sait pas plus long que les autres, dit qu'il faut supprimer le droit de grâce.

Le type qui était seul, s'est suicidé et il est mort dans la nuit.

# BLOC NOTES

## Le 14 janvier

Une fois de plus ce fut un malade mental qui a été jugé le vendredi 14 janvier par le tribunal permanent des forces armées de Lyon.

En effet les charlatans galonnés ont trouvé que Noël Cugnet souffrait de névrose de caractère et d'une tendance à la solitude. Les travestis institutionnalisés prescrivent un séjour de trois mois dans le fameux centre de réadaptation de Montluc. Alors que Depras ( commissaire du gouvernement ) voulait lui faire écoper huit mois, le bavard de Cugnet quand à lui, entreprit hors de tout esprit polémique, une réflexion sur l'objection. Et avec son charme éclésiastique bien connu, il essaya de persuader les garants du mauvais droit que ce n'est pas parce qu'ils étaient militaires qu'il était obligatoirement brutal, peu affiné et d'esprit étroit.

Ben merde alors !!!

Note aux scribouillards de notre P.cul régional :

Sachez que nous continuerons, chaque fois qu'un réfractaire passera devant ce ramassis de crevures à dégueuler notre mépris sur cette justice état - itic.

## Encore le 14 janvier

Ce coup-ci c'est à l'hosto militaire de Desgenettes qu'il se passe des trucs bizarres. Alain Roux parce qu'il ne peut supporter la vie de bidasse ( et comme on le comprend ! ) est enfermé au pavillon neuro-psychiatrique. C'est bien connu il suffit de ne pas se soumettre pour que le système vous considère comme dingue.

Puisqu'on est chez les dingues il est bon de savoir qu'Alain Roux se trouvait à Desgenettes en attendant de passer devant une commission de réforme. Bon à savoir aussi, il devait être libéré de l'obligation militaire dans les jours suivant le 14 janvier.

Qu'est ce qui s'est passé le 14 janvier ?

Alain se suicide en se balançant du 4 ème étage.

## Encore un suicide

Il y a des gens qui se plaisent à crier «Plutôt mourir que d'être soldat», Daniel Alou fait partie des gens qui le font.

En effet le trente janvier dans la Nièvre, après avoir reçu son ordre de route il se tire dessus : en janvier, deux suicides ; un seule responsable : l'armée. Deux exemples connus pour le mois de janvier.

Continuons à nous taire, et nous serons surpris de ce qui arrivera.

## Bretagne... un petit truc sympa...

L'attentat commis contre six véhicules de gendarmerie dans la nuit du 12 au 13 février à Saint-Brieuc, a été revendiqué par le FLB-ARB.

Voici le communiqué déposé à Rennes.

«Ce que veulent les bretons, ce sont des usines et du travail en Bretagne. Nous n'avons que faire des casernes et des camps militaires, emblèmes de la colonisation française.»

Signé «Riwall»

OUAIS !!! SUPER !!!

Même Cochard ( directeur de la gendarmerie et de la justice militaire ) a de l'humour.

Voici comment il trace le portrait du gendarme 77 :

«fier de son état

conscient de l'accroissement de ses tâches désireux de remplir au mieux ses missions ayant besoin de considération.»

Et si on se mettait à les considérer ? Et comme il faut ?

## Espagne

Ca y est, ils l'ont leur statut d'objecteur de conscience. Seulement ben faudra que ce soient de grands mystiques...

## Genève

Le 15 février, la conférence du comité des Nations Unies pour le désarmement a repris ses travaux.

Sans aucune précision, le délégué soviétique a évoqué la mise en circuit d'armes nouvelles, dont la puissance destructrice serait au moins égale à celle des armes atomiques, biologiques et chimiques . . . . .

Y'a même un mec qui a déploré que 350 milliards de dollars soient dépensés pour les forces armées du monde chaque année et que la course aux armements classiques ne faisait que s'amplifier

Bon à savoir :

-Les travaux de cette conférence se poursuivent depuis 1962

- La France n'y a jamais participé

## Communiqué

Le conseil des ministres qui s'est réuni mercredi 23 février au palais de l'Élysée sous la présidence de Giscard a rendu public ce communiqué :

REORGANISATION MILITAIRE DANS LA REGION PARISIENNE.

Le ministre de la défense a exposé au conseil un projet de réorganisation territoriale militaire en région parisienne rendu nécessaire par la nouvelle organisation de la région Ile - de - France et du département de Paris.

La nouvelle division militaire territoriale dont le siège est à Versailles, et la place de Paris, dont le commandant est directement rattaché à la première division militaire, seront fusionnées en une seule division militaire territoriale dont le siège sera fixé à Paris.

Le général désigné pour exercer ce nouveau commandement sera commandant de la division militaire territoriale et adjoint au gouverneur militaire de Paris.

La mise en place de cette organisation sera menée à son terme le premier septembre 77.

La -douzième division militaire englobera les départements de : Paris, l'Essone, les Hauts de Seine, La Seine Saint Denis, le Val de Marne, le Val d'oise, la Seine et Marne, et les Yvelines.

## Au nom de la propriété on pourra bientôt tuer sans trop de risque.

CARREIA MONTERO : « Le patron m'a donné un fusil de chasse et il m'a dit c'est pour défendre la propriété ( chateau en Périgord entouré d'un parc de cent hectares)»

Carreia Montero agé de trente et un ans est au service du chatelain depuis plusieurs années. Quatre ans et demi de service militaire dans l'armée portugaise d'avant la révolution dont 28 mois en Angola : pensez donc, ça marque son homme.

Le gardien ne connaissait que sa consigne : amener au Patron tous les étrangers surpris sur les terres. Pour faire respecter cette consigne il avait son arme et ses cartouches.

Le 12 aout 1976 vers 21 heures trente monsieur Carrea Montero vit une deux cheveaux tout phares allumés passer dans l'allée. Il prit son fusil arrêta la voiture d'un signe de la main, pointa son arme sur le pare-brise et en fit sortir ses quatre occupants. C'étaient les petits enfants d'un médecin en retraite qui habite de l'autre côté de la route. La propriété n'ayant ni grilles ni barrières ils s'y étaient paumés : «vous aller me suivre pour voir le patron».

Olivier Morel d'Arleux voulut éteindre les phares de la voiture : Pas question, le patron d'abord

Olivier 21 ans, est mort d'une balle en pleine tête. Monsieur de Hennezel, le patron, a toujours affirmé que

son employé avait agi conformément aux ordres qui lui avaient été donnés : « Mon serviteur a fait son travail d'une façon exemplaire » a-t-il déclaré. Il a fallu un concours de circonstances malheureuses pour en arriver là. On lui a donné acte de cette déclaration.

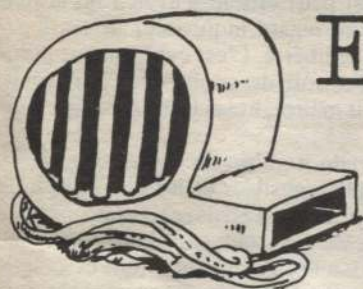
POURQUOI PARLER DE MEURTRE ?

POURQUOI REUNIR UN JURY D'ASSISES ?

Le juge d'instruction a donc remplacé l'inculpation de meurtre par une autre plus légère, plus subtile : maladresse, négligence, inattention ou inobservation de règlement, homicide involontaire.

L'affaire passa donc en correctionnelle le 23 février ; Monsieur Bastien, le procureur, a requis une peine de 3 à 6 mois, avec sursis.

BON A SAVOIR : le père de Monsieur de Hennezel fut ambassadeur de France au Portugal ; Olivier Morel d'Arleux militait au P.S.U. Le jugement sera rendu le 9 mars.



## Ecoles

# Nouvelles

PARALLELES ET AUTRES.

Ecole nouvelle. Ce terme revêt, selon les époques et les milieux des significations et des intentions qui peuvent être fondamentalement différentes. On a relevé ( par exemple au cours d'une discussion entre parents et enseignants d'écoles nouvelles ou publiques qui a inspiré certaines idées de ce texte. ) qu'en Espagne, au début du siècle, le mouvement des écoles nouvelles était l'émanation des syndicats et du désir des classes exploitées d'accéder à des connaissances qui leur paraissaient fondamentales, alors que cet accès leur était le plus souvent interdit. Aujourd'hui, les écoles nouvelles sont le plus souvent créées par quelques privilégiés, soit par la fortune, soit par la culture.

### Fonction sociale et politique de l'école.

Mais peut-être la fonction de l'école a-t-elle elle-même évolué. Jusqu'au développement récent des moyens audiovisuels, c'était le seul lieu où était possible l'accès à des connaissances qui permettent une communication au-delà du cercle proche de sa vie. Sans lecture, impossible par exemple de lire un journal et de savoir ce qui se passait ailleurs ; impossible aussi d'accéder aux livres qui ne pouvaient se trouver que dans quelques lieux réservés à la bourgeoisie. Impossible de connaître l'histoire autre que celle de la famille ou du village. Celui qui n'était pas allé à l'école ou n'avait pas acquis par d'autres voies les connaissances qui y étaient dispensées, était condamné à vivre dans un cercle étroit, alors que la classe dominante se servait de ces connaissances pour asseoir et affermir son pouvoir. On comprend que pour les travailleurs, l'acquisition de connaissances qui jusque là étaient le privilège de la bourgeoisie aie pu représenter une arme primordiale pour s'opposer au pouvoir tout puissant des États et des capitalistes qui cherchaient à les utiliser à leur profit exclusif.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, du moins en France. D'une part la lecture est devenue un fait à peu près universel et son acquisition, dans une culture où elle omniprésente ne passe plus exclusivement, ni même essentiellement par l'école. Les problèmes techniques, à ce niveau, ne se situent peut être plus au niveau du comment apprendre à lire aux enfants qu'à celui comment ne pas les en dégoûter. Les livres sont présents un peu partout et, de façon peut être moins rare qu'on ne le croit en général, permettent un contact direct avec l'auteur, sans exiger le biais scolaire. D'autre part la lecture n'est plus le mode exclusif de connaissances et le problème ne se situe pas tant au niveau de l'acquisition de celles-ci qu'à celui de leur intégration et d'une réflexion à ce sujet.

Dans les faits donc et bien que les apparences en soient conservées, l'école n'est plus essentiellement le lieu d'acquisition des connaissances. A la limite on apprend à lire dans la rue, on apprend l'histoire à la télé, et il n'est plus possible d'ignorer qu'il se passe un mouvement social important à l'autre bout du monde. Mais elle est restée le lieu où l'on apprend dans les règles. La première chose que doit faire un enfant, qui entre à l'école, est de se dépouiller de ce qu'il est, de ce qu'il sait. Par définition l'élève ne sait rien et doit commencer à zéro. Il doit faire également abstraction de tout ce qu'il sait par ailleurs. C'est ainsi que l'on crée une sorte d'îlot idéologique d'où est exclue la réalité concrète. Réalité sociale : il n'y a pas, à l'école, de riches et de pauvres, ce qui commence à être reconnu comme une utopie, mais sous-entend idéologiquement la pratique de beaucoup d'instituteurs qui nient ainsi la réalité pour pouvoir continuer à fonctionner. Réalité politique : l'instituteur, ce petit fonctionnaire soumis à la pression de toute la hiérarchie est lui-même noté, agit dans sa classe comme un autocrate absolu. Réalité affective, les relations affectives entre enfants sont généralement tolérées (bien qu'il existe toujours des instituteurs qui séparent les enfants qui s'entendent trop bien). Entre enfants et adultes, elles ne sont acceptées que pour autant

qu'elles supposent dépendance des premiers à l'égard des seconds et qu'elles peuvent être utilisées comme chantage, ou moteur intellectuel «travaille pour me faire plaisir, ou travaille et je serais content». Quand à la dimension sexuelle, elle est purement et simplement niée; entre enfants, on est obligé de lâcher du lest, mais on ne veut pas le savoir et on ne peut parler que d'enfantillages; quand à ce qui pourrait exister de cet ordre là entre adultes et enfants, on aime mieux ne pas y penser.

Le cadre étant ainsi mis en place, on est prêt pour l'acquisition des mécanismes. Il faut apprendre ceux de la lecture, en laissant de côté le sens que celle-ci pourrait avoir (car après tout, lire c'est discuter avec quelqu'un qui a écrit au lieu de parler). On voit qu'on est loin de l'époque où apprendre à lire signifiait acquérir des armes en vue de son émancipation. Il s'agit d'imposer une discipline qui n'est pas seulement physique, mais surtout intellectuelle, penser tous ensemble, et tous pareil.

Et ça continue, en s'améliorant, au delà de l'enseignement primaire. L'enseignement des mathématiques, par exemple et l'importance qu'il a pris. Il s'agit d'un savoir purement idéologique, régi par des lois qui, pour former un tout cohérent, n'en sont pas moins purement abstraites. Rien dans ce savoir, ne concerne la vie, n'est important pour comprendre ce qui se passe autour de soi, tant au niveau physique que social. Mais le tour de force est de le faire passer comme un préalable à la compréhension des phénomènes concrets physiques ou biologiques. Quant à l'enseignement de la littérature, il consiste essentiellement à éviter un contact direct entre le lecteur et l'auteur; tout l'art consiste à expliquer mieux que celui-ci, ce qu'il a voulu dire. Ainsi se développe une prétention universitaire totalitaire qui exclut toute possibilité pour le lecteur de recevoir le texte d'une façon qui n'ait pas été dûment analysée et reconnue comme seule valable. A la limite, dans ce système, il est plus important de connaître l'analyse d'un texte, que le texte lui-même. Pourtant, au départ, il y a bien quelqu'un qui avait quelque chose à exprimer, et tentait de le communiquer; il ne jugeait peut être pas nécessaire qu'on le décortique.

Bien sûr, tout cela paraît souvent caricatural. Mais je crois que, fondamentalement, c'est vrai. Ce que font les gens (ici les enseignants) ne prend pas sens en premier lieu par celui qu'ils accolent à leur action, mais par la signification que ça prend dans un contexte historique et social.

Je crois que la fonction officielle de l'école, celle d'acquisition des connaissances, n'est plus qu'un leurre. Il s'agit bien de faire passer un mode de pensée, une discipline, dans tous les sens du terme. C'est une sorte d'initiation, on en a bavé, que nos enfants en bavent aussi. Quelque fois le processus est encore plus subtil, puisqu'il consiste en une sorte de chantage affectif qui place l'enfant dans une situation telle qu'il n'a même plus la possibilité de s'opposer à cette mise en conditions, sous peine de perdre l'affection de ceux qu'il aime.

### Les failles de l'institution scolaire

Que l'école décrite plus haut soit l'école de l'Etat, c'est bien évident. Institution de l'Etat, il est illusoire de penser qu'elle pourrait devenir un îlot libertaire dans une société étatisée et bureaucratisée à l'extrême, qui l'ensère de toutes parts. Comme, sans doute, il est utopique de rêver que les enfants pourraient vivre dans un monde à part où ils échapperaient aux pressions auxquelles nous sommes soumis.

Mais il y a des failles. Parmi les instituteurs, seule une minorité conserve une idée claire de la «mission» qui lui est

impartie par le pouvoir et y adhère profondément (à cette minorité, il faut ajouter ceux qui, avec ou sans alibi idéologique, trouvent simplement dans leur position la possibilité d'assouvir un sadisme latent). Un autre minorité consciente elle aussi de cette «mission» essaie lucidement de permettre aux gosses de vivre dans un milieu le moins aliénant possible. La majorité navigue un peu au hasard, avec des accès d'autoritarisme mais aussi de multiples contradictions.

Au niveau des enfants, surtout, il se développe toute une vie souterraine faite d'échanges individuels et affectifs que les adultes ne contrôlent pas (notamment au cours des récréations). C'est pour cela que, contrairement à ce qu'on croit souvent, une majorité d'enfants aiment aller à l'école, même s'ils en souffrent. C'est parce qu'ils peuvent y retrouver les copains, s'y organiser une vie dans laquelle les parents ne peuvent pas intervenir. Car, si le rôle aliénant de l'école est souvent dénoncé à juste titre, on parle assez peu de celui de la famille. En fait, grâce au manque de cohérence idéologique du corps des instituteurs, aux multiples contradictions dont l'institution scolaire est agitée l'école est peut être le seul lieu où les enfants peuvent échapper au regard inquisiteur de leurs parents et respirer un peu de liberté. C'est évidemment dommage que le prix à payer soit de six heures d'immobilité, les coups de gueule du maître, et les leçons à apprendre par coeur...

Il reste que pour un certain nombre de gosses, ce prix est très lourd. Souvent les plus sensibles et les plus riches. Ils sont littéralement persécutés par l'école, et, catalogués par exemple de caractériels, ils finissent par aboutir dans les impasses spécialisées. Il y a des enfants pour qui la scolarité est un véritable enfer, d'autant plus que, dénonçant implicitement l'absurdité du système, ils sont le plus durement menacés de répression. Et il est bien évident que ce qu'ils révèlent ainsi, le rôle répressif de l'école, les autres en sont aussi victimes, même s'ils parviennent parfois à biaiser.

### Autre chose ?

En présence de cette situation surgit le désir compréhensible de créer autre chose, une autre école qui ne soit plus un lieu de mise en conditions, mais un endroit où les enfants puissent réellement appréhender leur situation sociale, faire l'expérience de relations et de réflexion collective. Tout le problème est d'être alors conscient des inconvénients qui se font alors jour et des limites d'une telle expérience.

Le premier inconvénient a été souvent dénoncé. Il est évident qu'actuellement se retrouvent dans les écoles nouvelles ou parallèles essentiellement les enfants d'une couche relativement privilégiée, soit pas le fric, soit par une culture qui pour être marginale n'en est pas moins une arme virtuelle. Certes, nous sommes tous plus ou moins des privilégiés, mais il me paraît pouvoir être lourd de conséquences d'obliger ses enfants à vivre dans un milieu aussi restreint; il risque alors de se créer une sorte de mini-société qui échappe en apparence à l'aliénation générale, mais ne peut le faire qu'en s'isolant de la réalité extérieure et de ses contradictions. Cette mini-société peut à son tour sécréter ses propres lois. C'est ainsi que peut se développer parmi les enfants bénéficiaires d'école nouvelles le sentiment inconscient d'appartenir à une élite, qui n'est que l'exacerbation d'un sentiment de solidarité lorsqu'il n'y a pas communication réelle avec l'extérieur. Il risque ainsi de se développer une totalitarisme qui s'exprime par le refus des valeurs qui ne sont pas développées au sein de

l'école. En d'autres termes, dans la mesure du possible, il me semble préférable d'apprendre à affronter les difficultés réelles, plutôt que de vivre dans un monde utopique où elles sont niées.

Par ailleurs, ces écoles sont d'abord la concrétisation du projet des parents. Il n'est pas sûr que ce projet puisse toujours être pur d'arrière pensées idéologiques, parfois très autoritaires. Il y a dans des textes théoriques de certaines écoles nouvelles des relents de marxisme qui me paraissent pour le moins suspects. Si la lutte de classes existe, il paraît plus juste de la vivre dans un milieu où elle se joue réellement, plutôt que de créer un milieu quasi-expérimental où on pourra contrôler son développement. Un tel langage, appliqué à un projet pédagogique fait penser qu'il ne s'agit pour certains de rien d'autres que de former les futurs leaders de la classes ouvrière.

Même lorsque il n'est pas sous-tendu de référence idéologiques rigides, le projet des parents impliqués dans les écoles nouvelles me paraît souvent eu peu suspect. Etre partie-prenante dans l'école où on met ses enfants peut être un moyen de contrôler une partie de leur existence qui nous échappe. Faire un projet pour eux, ce peut être une façon de projeter sur eux des espoirs déçus ou irréalisés, de vagues nostalgies. Bien sûr le projet de l'Etat sur l'école est bien plus nettement totalitaire. Mais d'une part, il me semble être appliqué avec beaucoup de contradictions. D'autre part on n'entretient pas avec l'Etat les mêmes rapports qu'avec ses parents, et il peut être moins difficile de s'y opposer.

Tout cela est théorique. Ce qui veut dire que même si aujourd'hui je fais le choix pour mes gosses de l'école publique, je n'hésiterais pas à les mettre dans une école nouvelle, si j'avais l'impression qu'ils souffrent de ce choix que j'ai fait pour eux, sans possibilité de surmonter cette souffrance.

### Enfant : être incomplet

Mais existe-t-il un choix réel ? Dans la mesure où l'école définit de l'extérieur par l'Etat et la culture totalitaire qui lui est attachée, ceux-ci ont besoin de l'école pour maintenir les gosses dans un statut spécifique; il me semble utopique de penser pouvoir modifier celle-ci sans que ce statut soit modifié globalement, ce qui n'est pas du pouvoir d'un seul groupe de gens. Je pense que l'échec d'une expérience comme celle du Tournesol, sans doute une des plus intéressantes de celles menées sur Lyon, est dû plus à cela qu'à des contradictions internes.

Dans notre culture, l'enfant n'a pas droit à exister en tant qu'être complet; il ne peut être qu'un devenir et n'est considéré qu'en fonction d'un futur qu'on ne lui laisse pas la possibilité d'élaborer. Socialement, il appartient à ses parents ( qui ne sont alors que la courroie de transmission de l'Etat ), et doit lier avec eux des liens de dépendance affective exclusive. Intellectuellement, il doit apprendre des choses et ce qu'il sait n'est reconnu que pour autant que cela puisse s'intégrer dans un savoir social planifié. Sexuellement, les formes de sexualité dites enfantines sont considérées comme inférieures et simples préparation à la sexualité adulte dite normale. En somme, toute notre culture est basée sur un système hiérarchisé de valeurs. Le but à atteindre, évidemment mythique, mais dont le mythe est un des fondements de l'Etat techno-bureaucratique est l'homme adulte, jeune cadre dynamique, agressif envers les rivaux et les inférieurs, mais adhérant parfaitement à la structure qu'il sert et défèrent envers les tenants du pouvoir, maître de ses sentiments ( eux mêmes d'ailleurs planifiés ), qui baise trois fois par semaine avec sa femme et si possible sa secrétaire, ou quelque maitresse soumise. Par rapport à ce stéréotype robotisé, enfants et vieillards sont dans la même situation d'incomplétude. Les pauvres

aussi, bien sûr, et donc à plus forte raison, en l'absence de l'Etat.

Si on exclut l'hypothèse que les écoles nouvelles actuellement avoir une mission révolutionnaire qui peut s'y faire ne s'oppose pas forcément à ce qui peut mener dans les écoles publiques. La marge de latitude laissée à l'école en général étant de toute façon relativement limitée, il faut admettre qu'elle l'est encore plus à l'école publique. Il peut donc se vivre ailleurs quelque chose où les rapports adultes-enfants échappent eu peu plus au schéma habituel. Comme le pouvoir est à l'affût de tout ce qui peut être autre pour se l'assimiler, on parlera alors d'expériences pédagogiques. A ce stade il est peut-être possible à nouveau, par le biais pseudo-scientifique de l'expérience de réintroduire un peu de vie dans les classes de l'enseignement public. Ce n'est qu'un exemple et il y a sans doute d'autres schémas de communication possible. Ce qui est important c'est de profiter de toutes les failles que présente le pouvoir pour y introduire un coin de l'intérieur, ou de l'extérieur, afin qu'il s'écroule un jour.



# ronde de nuit

DU COTE DES SOCIÉTÉS DE GARDIENNAGE : L'ESCLAVAGE RENAÎT-IL ?

Au XX<sup>ème</sup> siècle, l'esclavage existe-t-il encore ? Si l'on s'en réfère à une des Conventions collectives du gardiennage qui dit que « la durée hebdomadaire de travail ne sera pas inférieure à 72 heures en 6 jours » et ailleurs que « les heures supplémentaires seront payées après la 12<sup>ème</sup> dans la journée », on pourrait croire que oui.

## Les conditions de travail.

Il arrive fréquemment que des gardiens fassent des vacances de 14 heures par jour ou bien 30 jours par mois pour des raisons basement matérielles. En définitive, 350 ou 400 heures par mois sont choses très courantes. Mais ils doivent être tous milliardaires au bout de quelques années ? Pas du tout, car les salaires sont ridiculement bas. Les meilleures boîtes payent au SMIG, un certain nombre payent avec une équivalence de 53, voir 60 heures de travail pour 40 heures payées au SMIG. Ce qui fait, en prenant le SMIG à 9 F ( 8,94 au premier janvier 1977 ), pour 26 jours à 12 heures, soit 312 H, environ 1872 F brut, dans les plus mauvaises boîtes, style La Ronde de Nuit, ou bien 2708 F brut dans les boîtes style Sécurité du Centre ou Protection Centre-Est. De toute façon ça nest pas le Pérou mais plutôt le Chili...

Jeunes gens, vous qui aimeriez assurer la protection du capital des patrons, que faut-il faire pour embrasser cette glorieuse carrière ? Pas grand chose. Il suffit d'être un rebut de la société, infirme, retraité, non-étudiant de luxe ou tout simplement maso. En général, avec le personnel d'une société de gardiennage, un hopital psychiatrique pourrait avoir son fonctionnement assuré pour quelques années, car souvent un gardien seul pendant un grand nombre d'heures découvre en lui certaines tendances du genre pyromane et autres pour ne pas en dire plus...

S'il y a des esclaves, y a donc des négriers ? Mon Dieu, non. Il n'y a que des gens qui permettent à d'autres, aux prix de très grandes difficultés, de gagner leur vie. Que ces pauvres patrons ont du mal à faire payer les clients...en

1968 sur Lyon, il y avait 3 ou 4 sociétés, et maintenant 20 ou 22. Quand on voit le nombre de sociétés s'accroître on a du mal à croire que ce ne soit pas rentable.

Quel rapport existe-t-il entre esclaves et négriers ?

Un profond paternalisme avec beaucoup de vaseline pour le gardien docile. Pour les gardien à l'échine un peu moins souples, il y a la carotte et le bâton. Si le « boss » estime que celui-ci est valable, il a quelques petites compensations monétaires, voir à la limite, intégration dans l'encadrement, c'est à dire qu'il a le droit de dénoncer ses petits copains et d'éviter de faire des réflexions en public ( il a quand même le droit de se les faire à lui-même dans les lieux privés comme les cabinets ).

Si un jour, dans un instant d'abandon et de sincérité, il se laisse aller à quelques paroles de vérité en public, il se retrouve plus bas que le bas de l'échelle dans la vitesse grand V, car la stabilité de l'emploi est un mythe dans le gardiennage. Et là notre pauvre hère s'écoeure de jour en jour jusqu'au moment où il démissionne car les « licenciements ça n'existe pas ». Que voulez-vous mon pauvre, « si les gens s'en vont on ne peut pas les retenir ! » ( parole recueillie en comité d'entreprise de la bouche d'un négrier )

Le gardien de base le « bon », auquel on a développé le sens de la hiérarchie ( très important ) par des uniformes, galons, médailles, grades bidons qui peuvent être enlevés à

tout moment ( c'est marqué dans la convention collective ) a droit à sa misérable paye de laquelle on se débrouille pour retenir une chemise donnée, une casquette etc... la fiche de paye est maquillée de telle sorte que l'on ne retrouve pas le nombre d'heures ( car il est quand même interdit de faire plus de 264 heures par mois ) de façon à ce que nombre d'heures supplémentaires n'apparaissent pas, ou dissimuler des salaires en frais de déplacement, en primes de paniers, ce qui permet de frauder le fisc, la sécurité sociale et le travailleur lui-même pour ses congés payés. Par ailleurs, il y a l'erreur systématique, et à sens unique, s'il recompte sa paie on lui donne, autrement c'est toujours ça de gagné. Vu le niveau intellectuel de l'esclave, il y a peu de chance qu'il s'en aperçoive et pour les autres avec le rappel du mois précédent, le rappel du rappel, ils n'y comprennent rien.

Si l'esclave, un jour de courage exceptionnel se plaint des conditions de travail ce brave négrier lui passe un coup de brosse à reluire ( vous êtes le meilleur, le client est content de vous, si on avait que des gens comme vous on pourrait demander plus d'argent au client, corrolaire vous seriez mieux payés ) Mai si dans un sursaut de fierté blessée le garde se permet d'insister par ce qu'il en a marre de ne pas avoir de chauffage ou d'électricité ou d'eau, ou de local tout simplement, la menace arrive à toute vitesse ( vous pouvez refuser le poste, corollaire, on rien d'autres à vous donner pour le moment et de toute façon ce ne sont pas les gardes qui manquent, tous les jours il s'en présentent tant... ) Si un jour quelques esclaves se regroupent pour, timidement, demander un avantage pour 2 ou 3, quand armés de beaucoup de courage, ils rencontrent le grand négrier ( car tout négrier a un négrier supérieur que l'on sort pour impressionner le personnel, il ne faut pas trop user son prestige, son autorité, son auréole quoi, alors on le sort rarement ), en général le grand négrier aurait plutôt tendance à être du côté de l'esclave ( c'est ainsi que les légendes se créent, Monsieur Duchnock il est brave, il comprend la vie, s'il savait ce qui se passe, s'il était là plus souvent ), les quelques esclaves arrivent en général à obtenir un petit quelque chose car il est plus rentable et de meilleure politique de lâcher parfois du lest qu'à former de nouveaux gardes pour un poste donné, et puis ça fait un exemple, « on s'occupe du personnel, voyez à tel endroit ».

## Le syndicat

Quand, malgré les conditions défavorables ( éloignement entre eux, manque de contacts, d'informations ) un certain nombre de gardes se rassemblent pour créer une structure syndicale lors d'élection au Comité d'Entreprise ou de délégués du personnel, aussitôt la direction, assistée de quelques valets plus fidèles, voire les barbouzes maisons, montent un syndicat bidon d'une grande centrale afin d'être représentatif avec personne, elle s'entoure d'avocats huissiers, conseillers juridiques qui à la limite peuvent les protéger même du syndicat maison ( on ne sait jamais ). Le coût de cet état-major est en général assez élevé, mais il est rentable. A cet instant psychologique, on fait revenir le grand négrier de la Sologne, du Brésil, des Bahamas où ces braves gens dépensent en toute quiétude le « déficit » de la boîte, et là commence la calomnie à haute dose « voyez untel il est au syndicat et pourtant il gagne plus que vous il a une voiture et il n'est pas content, il est co-propriétaire et il est au syndicat : il travaille moins que vous et il parle de loisirs, de qualité de la vie, c'est à n'y rien comprendre ».



En général ça marche assez bien, car les enthousiasmes du départ s'éloignent, surtout si leur sort s'est amélioré ( 15 à 20 centimes de l'heure de plus ). Certains continuent quand même, les élections sont alors truquées, à La Protection Centre-ouest le patron joue sur les délais pour refuser la liste CGT et pour accepter la liste CFTC ( évidemment en justice, elles sont cassées ) — A la Ronde de Nuit le patron change les listes électorales entre les deux tours et fixe des délais pour les candidatures ( résultats cinq délégués élus, FO bien sûr, avec 15 voix sur 25 votants ) Les négriers ne sont jamais contre les syndicats mais « M. Untel n'a pas sa place dans votre syndicat, voyez ce qu'il fait il va couler la société, il est fou, il est ceci ou cela », vous pouvez remplacer par communiste, gauchiste, pauvre, riche, grand, petit, noir etc... Calomniez souvent et fort, de toute façon il en reste toujours quelque chose. Par des tactiques insidieuses on écarte toujours les gens des uns des autres. Finalement les esclaves arrivent à se regarder en chiens de faïence et l'entente du début s'effrite. Si par chance le syndicat survit à ça et qu'il a des élus, le folklore commence.

### Le comité d'entreprise

Les réunions du Comité d'Entreprise bidon arrivent, il n'est jamais possible de rien faire du local ou du panneau syndical inexistant ou ridiculement petit, de la mutuelle impossible à trouver en passant par la convention collective qui n'existe pas, que l'on a perdu, que l'on cherche, que l'on retape, que l'on a perdu de nouveau. Bref on en parle tout le temps mais on ne la voit jamais. S'il y a désaccord on vote à mains levées devant le patron, les moins courageux n'y résistent pas et entre les élus du syndicat maison aucune décision ne se prend jamais. On essaie par d'autres méthodes de récuser les élus de la base au nom de l'intérêt de la boîte. On les noie dans des problèmes économiques. De toutes façons, le négrier préside et se retranche derrière la concurrence sauvage entre les boîtes. Ce qu'il ne dit pas c'est que souvent ce sont les mêmes gens qui sont membres de plusieurs sociétés anonymes, ce qui fait que quand un client refuse un contrat à 16 F de l'heure à la société Machin, il voit arriver un représentant chose qui lui propose un contrat de 15 F. Si ça ne suffit pas un troisième y va et c'est 14 F. Ça c'est la réalité de cette fameuse concurrence. Et cette méthode sert à liquider les esclaves remuants « Vous voyez à cause de vous, on a perdu le contrat, mais on ne vous en veut pas, repassez donc tel jour car pour l'instant on a rien à vous proposer ».

Au bout de 15 jours sans travail les plus courageux sentent bizarrement toutes leurs convictions faiblir. Et si malgré vents et marées le syndicaliste reste à son poste il ne peut absolument rien faire car ce sacré-saint rapport de force n'est pas en sa faveur, il ne peut que s'essouffler après des militants qui varient comme des girouettes entre négriers et collègues. A la fin tout le monde arrive à se persuader qu'il n'y a rien à faire et c'est le constat d'échec.

### Faire jouer la justice ?

Là il peut y avoir une tactique, c'est de trainer le négrier en justice autant de fois qu'il faut, c'est de bonne guerre. Pour 25 F au greffe, le tôleier dépense le pèse de l'avocat, le prix de l'huissier et un ou deux conseils juridiques. On peut facilement démontrer que cet argent dépensé à se défendre pour un rien serait peut être plus intelligemment employé pour satisfaire quelques besoins d'esclaves.

Et les inspecteurs du travail ? Ben ils font ce qu'ils peuvent et comme ils peuvent peu...

Un inspecteur pour agir, doit être saisi, et comme la majorité des gardes l'ignore, CQFD... Parfois de sa propre autorité, il dresse quelques procès verbaux pour dépassement

du nombre d'heures autorisées. Quand c'est vraiment flagrant, mais comme les fiches de paie ne portent pas le nombre d'heures, ça lui est très difficile d'autant plus que les gardes croient être en faute et qu'ils se taisent. Lorsque par hasard le patron est condamné il paye les amendes sans discuter et se plaint de la mauvaise foi des gens qui « veulent faire des heures » et qui ont été réclamer. De toute façon comme le client ne paie pas la majoration pour heures supplémentaires et que lui, bon négrier ne nous oblige pas à en faire, etc...

### La situation n'est pas brillante

Pour en finir sur ce chapitre, on voit que les gens les plus nerveux au niveau syndical sont en général les mieux payés et que les moins payés auraient tendance à être les plus dociles. On est amené à se poser des questions. Est ce que c'est parce qu'ils sont les moins payés qu'ils sont les plus dociles ou bien parce qu'ils sont les plus dociles qu'ils sont moins payés ? Le peu de combativité des gardes est affolant. La grève il ne faut pas en parler. D'autres méthodes du genre on se groupe devant le siège de la société quelques heures avant d'aller travailler et on demande une augmentation ( la seule revendication qui ait des chances d'être acceptée par la base ) en menaçant de ne pas aller au boulot. Aucun négrier n'y résisterait car le lendemain les 30 ou 40 glandés téléphoneraient pour se plaindre ou pour annuler le contrat. A ce moment la direction verrait tomber son chiffre d'affaire ( sniff, sniff ) et serait obligée de licencier et au prix du licenciement aujourd'hui on s'imagine très bien la tête du tôleier entre une augmentation et le coût des licenciements plus la perte des clients. Quand ceci est expliqué à l'esclave moyen, il est d'accord avec vous et ça s'arrête là. Le pas à franchir n'est jamais franchi. Au fond il est peut être content de son sort car rarement les revendications se posent en terme qualitatif ( réduction d'horaire, conditions de travail ) mais en termes quantitatifs ( plus de pognon ). Les problèmes d'horaires sont abordés et réduits à néant par les « ça a toujours été comme ça, comment on pourrait faire autrement » ( l'imagination n'est pas au pouvoir ). Et quand un employeur arriverait à faire faire 8 h à son personnel, les autres boîtes lui casseraient les reins ou se débrouilleraient à le couler par le jeu de la sous-traitance. Et oui bien que les contrats ne soient pas rentables, on se les refille d'une société à l'autre et tout le monde mange.

C'est une situation qui va sans doute disparaître ? Non monsieur, le gardiennage est une branche pleine d'avenir ( voyez les sociétés de surveillance aux USA ). La meilleure preuve est le développement sur la région Rhône Alpes, environ 350 personnes en 1958, 1100 en 1968 et environ 6 à 7000 de nos jours ( les statistiques ne sont plus à jour, car beaucoup de boîtes de service ou d'intérimaires ajoutent une section gardiennage à leurs différentes activités.

L'esclave est il comme le veut l'image populaire, un ancien militaire ou un flic ? Non car ces emplois sont trop mal payés et les horaires trop contraignants. Ce sont des négres de plus en plus, l'arabe n'inspirant pas confiance, le malade ( colonne vertébrale défaillante ), l'étudiant désargenté qui vient dormir en étant payé, ou quelques personnes qui croient peu de temps hélas, que le métier de gardien est un métier comme un autre. Les gardes étant le plus souvent des marginaux, la conscience de classe est peu développée et on se méfie facilement des collègues. En étant séparés, on prend facilement l'habitude de la solitude, de la docilité car les rapports avec la hiérarchie sont généralement amicaux ( en apparence ) et les chefs sont en général les seules personnes qui ont des contacts avec nous.

L'esclavage existe-t-il ? La question est posée, et peut être un jour verront nous arriver un nouveau Lincoln.

# GREVE ADMINISTRATIVE

*Ce texte est le résultat d'un bilan collectif fait juste après la grève, fin juin, et aussi d'un bilan plus restreint, après recul, en octobre et novembre 1976. Un montage vidéo «L'opération Paquerette» est disponible à la section CFDT.*

## 1 - L'HOPITAL JULES COURMONT

700 employés à l'heure actuelle. Il est en passe de devenir un complexe hospitalier énorme d'environ 2.500 à 3.000 travailleurs.

C'est l'un des vingt établissements qui forment les Hospices civils de Lyon. (HCL) Il existe une seule direction générale. L'ensemble des établissements des HCL emploie environ 15.000 travailleurs qui ont à faire face à une direction forte et intransigeante.

## 2 - LES INTERLOCUTEURS

a) - La direction générale : un changement de président directeur général pendant notre grève de mai-juin 76 (prise de fonction le 1er juin) explique que nous ne pouvions rentrer têtes basses sans grever lourdement l'avenir de tous.

Face à une mafia locale, le pouvoir a envoyé son homme pour «remettre de l'ordre» c'est-à-dire, une nouvelle mafia qui profitera de notre travail. Déjà certains règlements de comptes se dessinent au sein de l'Administration.

b) - Les syndicats

C.G.T. est majoritaire à plus de 50% aux dernières élections paritaires sur l'ensemble des Hospices

L'unité d'action avec la C.G.T. déjà difficile au plan national, se trouve encore entravée par des problèmes locaux

F.O. a une implantation dans les personnels administratifs et chez les OP dans certains établissements. La devise semble être de ne rien faire. La collusion avec l'administration centrale est parfois flagrante. Certains directeurs et sous-directeurs sont à FO. Ce syndicat représente environ 20% aux élections paritaires (en perte de vitesse...).

CFDT représente 25% des voix aux élections paritaires sur l'ensemble des HCL. Seulement dans deux hôpitaux elle est majoritaire, dont Jules COURMONT avec 42%, 32% à FO et 26% à la CGT. Jusqu'à décembre 1975, dans cet établissement c'était la CGT qui était majoritaire avec 39% alors que la CFDT ne recueillait environ que 23%. Une grève de 10 jours en Mai 1973, où seule la CFDT menait l'action a permis d'obtenir la journée pour tout le personnel: ainsi qu'une percée très nette aux élections paritaires suivantes.

Tout ceci explique que la mise en place d'une grève administrative a été plus facile dans notre établissement qu'ailleurs. La CGT étant hostile à l'action, elle a pu la faire dérapier dans tous les hôpitaux où elle est majoritaire mais elle n'a rien pu faire à l'hôpital Jules COURMONT.

## 3 - LA GREVE DU 3 MAI AU 24 JUIN 1976

a) - Tout d'abord, elle a débuté d'une manière traditionnelle à l'appel unitaire des confédérations CGT et CFDT.

b) - Devant le nombre important des grévistes des «désignations» arrivent très vite (environ une soixantaine). Les conditions dans lesquelles elles sont faites n'étant pas conformes, nous attaquons la direction en tribunal administratif

Ces désignations visant les travailleurs au fur et à mesure qu'il se mettent en grève nous obligent à envisager un autre moyen d'action pour renforcer la grève traditionnelle. Une commission de soignant à laquelle se joignent des représentants de l'antenne de l'Institut Pasteur, étudie et met en place les 22 et 23 mai, les diverses formes de la grève administrative dont il est question dans le montage vidéo.

En parallèle des négociations (environ huit heures) se déroulent sur le plan de l'hôpital, mais elles sont interrompues par la Direction Générale qui met son veto sur trois questions qui, dit elle, dépendent de son ressort. Ce sera les trois ou quatre verrous dont il sera parlé dans le montage et qu'il faudra faire sauter à tout prix afin d'obtenir l'application de ce qui a été acquis sur l'Hôpital et de pouvoir continuer les négociations locales, ce qui aura lieu courant juillet.

Ce qui explique que les acquis annoncés dans le montage ne sont qu'une partie et non la plus importante à nos yeux, du fruit de la grève de mai-juin. (au moment où le film a été monté nous n'avions pas encore fini de négocier sur la boîte). Nous ne pouvions pas annoncer les améliorations des conditions de travail - entre autres - qui ont été obtenues.

- Réunion plus fréquente du Comité d'Hygiène et de Sécurité dont une séance a eu lieu pendant la grève.

- Un dimanche de plus de repos pour les dames de service qui n'avaient que trois dimanches sur huit au lieu de quatre pour d'autres catégories; ceci à la condition d'embaucher quatorze femmes de service nouvelles pour la mise en application. Ce qui a été fait.

- Et bien d'autres acquis concernant le travail de tous les jours dans divers services de l'hôpital dont nous ne pouvons donner la liste en détail (par exemple, la consultation des plans par le personnel lorsqu'on transforme ou rénove un service et la possibilité de protester ou de proposer des modifications ou améliorations.)

## 4 - DEROULEMENT DE LA GREVE ADMINISTRATIVE

On parle dans le montage surtout de la valse des étiquettes qui a donné le titre «OPERATION PAQUERETTES» car les étiquettes gardées par la section étaient collées soigneusement au cas où... et aussi du code mis en place en collaboration avec l'antenne de l'Institut Pasteur à Jules Courmont. C'est ce dernier moyen qui de loin s'est montré le plus efficace et le plus sûr.

Ces deux moyens d'action étaient pratiqués dans les services hospitaliers en direction des différents laboratoires,

mais d'autres services ont participé à cette action à leur niveau :

- dans certains services de consultation, les consultants ne payaient pas.
- dans les services de radiologie.
- les électro-encéphalogrammes n'ont pas tous été comptabilisés ainsi que beaucoup d'électro-cardiogrammes etc...

Même si chaque moyen d'action, pris séparément dans chaque service n'est que peu ou pas efficace, on peut affirmer que l'addition de toutes ces formes à l'ensemble de tous les services d'un établissement rend globalement efficace la GREVE ADMINISTRATIVE. Nous en avons eu les preuves par les recherches faites durant des mois pour récupérer ce qui pouvait l'être.

A remarquer, en transition, avec la grève de la faim, que la grève administrative et la grève de la faim se sont inscrites dans un contexte de grande mobilisation. Le nombre des grévistes totaux restait élevé malgré les désignations et c'est nous qui avons décidé volontairement une reprise du travail, en laissant en grève totale, les seuls effectifs nécessaires pour garder l'état de grève.

Nous avons tenu compte du fait que les gens qui ont repris le travail sont allés reprendre la grève administrative et venaient avant et après leur boulot pour tenir l'état de la grève et aussi les rapports avec la presse et les négociations quand cela était nécessaire. Ceci apparaît peu dans le montage, mais est important quand on l'ajoute au passage de tous les jours y compris les dimanches et jours de fête, parce que plus relaxe, une ou deux fois dans chaque service, ainsi qu'une *assemblée générale tous les jours* à 14 heures qui fut le lien avec toute la boîte et le collectif de grève.

Ce qui marque encore mieux l'état de mobilisation, c'est le débrayage d'une heure qui est très bien vu dans le montage et qui a montré que les gens voulaient positivement en finir, puisque sur deux cent personnes présentes ce matin là, il y eut près de cent cinquante personnes de toutes catégories, soit 75 % malgré le minimum resté dans certains services où les cheftaines, internes et externes avaient refusé d'assurer la sécurité. Ce résultat a été obtenu malgré la mise en garde des états-majors CGT et FO contre une répression possible et surtout que l'on retiendrait la journée comme journée de grève ( ce qui ne fut pas le cas vu le résultat ). Tout cela pour faire comprendre un peu l'atmosphère.

### 5 - GREVE DE LA FAIM

Elle a été prise en charge par tout le collectif de grève, votée à mains levées puis à nouveau votée par écrit quelques jours après le début. Tous étaient d'accord et nous le restons plus que jamais, pour dire que la grève de la faim n'est pas un moyen normal de lutte sociale. C'est le contexte particulier qui a amené à poser cette question et à la mettre en actes. Les raisons profondes sont expliquées dans le montage. Ajoutons qu'il ne faut pas comparer les «résultats» de la grève, à ce qui est mis en oeuvre dans une grève de la faim. La révolte exprimée était avant tout qualitative. Son but était d'obliger à prendre en compte ce que nous avions à dire et c'est précisément ce qui nous était refusé. La manière dont se sont passées les négociations a montré que nous avions - en partie au moins - atteint notre but.

### 5 bis - L'ACTION DE L'UIB ET DU SYNDICAT DES HOPITAUX DU RHONE.

Depuis la grève de 1973, nous avons commencé à travailler avec l'UIB, un ou deux militants faisaient le lien. ( 1 )

L'UIB a fait une manifestation silencieuse sur la boîte avec environ 80 représentants des sections CFDT du secteur. Il y avait vingt-cinq secteurs professionnels représentés. Un directeur local a reçu une délégation et envoyé une lettre au Directeur Général et à la préfecture. Chaque section a fait une lettre au Directeur Général des HCL et à la Préfecture. Le fait que l'hôpital, pour 50 % peut être, a des malades de ce secteur géographique est à compter.

L'UIB a mis sur pied avec nous un comité de soutien de 35 membres, mais peu avant la fin du conflit. Cependant, affiches et tracts sur le secteur ont été pris en charge par le comité de soutien, ainsi que le soutien financier.

Dans le cadre du soutien financier, il est à noter que chaque gréviste a touché dès la fin de la grève, 53 francs par personne et par journée de grève, ce qui n'est pas loin d'un salaire normal des petites catégories.

L'UIB a soutenu sans réticences **toutes** nos formes de lutte. Le syndicat des hôpitaux publics du Rhône a soutenu mais, à part quelques membres dont les permanents, non sans réticences surtout pour la grève de la faim.

### 6 - LES RESULTATS DE LA GREVE.

Nous avons dit plus haut qu'ils sont tous importants qu'il n'y paraît dans le montage, même matériellement.

Mais le résultat à nos yeux le plus important se situe dans notre boîte où un grand nombre de gens habituellement à l'écart se sont sentis concernés par la grève de la faim et ont débrayé en masse sous les fenêtres du patron. Huit volontaires, sans appartenance syndicale définie, ont accepté de porter au directeur la lettre signée individuellement pendant le débrayage.

Il faut ajouter à tout cela que nous avons fait une immense répétition générale de grève administrative, alors que nous ne la croyons pas possible quelques mois plus tôt, étant donnée ce qu'était notre section. De plus, notre section s'est restructurée et étoffée pour une meilleure distribution et partage du travail syndical de tous les jours. Ceci n'est pas négligeable à nos yeux.

### 7 - PROSPECTIVES D'AVENIR

Etant manifestement une section que l'on traite à Paris de basiste, notre place au sein de la C.F.D.T. est instable depuis le début. Il est difficile de se prononcer sur la suite étant donnée la tournure récente prise par les événements.

Le travail fait ne sera pourtant pas perdu, pensons nous, quoi qu'il arrive. Il est cependant, il faut le dire honnêtement, difficile de faire de grands projets, à moyens et long termes, ceci d'autant plus que nous ne sommes qu'une boîte sur un ensemble H.C.L. difficile à coordonner. Tout dépendra sans doute de l'ampleur des règlements de comptes en cours au niveau fédéral et confédéral, ainsi que de nos rapports avec des sections qui sont minoritaires, avec une C.G.T. forte sur le dos...

Pour l'instant, nous continuons tant que nous pourrons.

PIERRE-BENITE le 21 décembre 1976

Section C.F.D.T.

HOPITAL JULES COURMONT

Rue du Perron

69310 PIERRE-BENITE



# PETIT DICO

## L'INTERIEUR

PETIT, ce n'est qu'un commencement  
DICO, c'est une synthèse de l'information accessible à tous  
DE L'ENNEMI-E INTERIEUR, car l'adversaire intérieur est des nôtres  
LYONNAIS, nous vivons ici et maintenant.

«Quand l'armée se renseigne sur l'adversaire intérieur : organisations politiques, syndicats de l'opposition, mouvements révolutionnaires et courant anti-militariste...» Le Monde 17/12/73.

*Pour nous l'ennemi intérieur, c'est pas seulement les flics plus ou moins brutaux ou véreux, les barbouzes névropathes, c'est aussi les associations pseudo-culturelles, les réseaux des grandes boîtes, les comités électoraux etc... bref, tous les endroits où se recrute, se forme, se renseigne et s'organise la répression manifeste. Ne parlons pas de ce qui est est répression quotidienne et intégrée, ça ferait trop.*

Les chiffres entre parenthèses renvoient aux sources, les noms suivis d'une astérix apparaîtront par ordre alphabétique dans le Petit Dico et ceux suivis de deux astérix seront dans l'index. Une liste des sources et de l'index sera publiée ultérieurement soit dans IRL, soit dans l'édition du Petit Dico sous forme de brochure.

### Associations culturelles, élections municipales et fumisterie.

*Quand j'entend le mot culture, je sors mon petit dico, car la culture est à nombre d'associations ce que l'apolitisme est aux élections municipales : un écran de fumée, une affaire de fumistes.*

*Les ramoneurs du Petit Dico de l'ennemi-e intérieur, dont le labeur corespond si bien à cette parole ancestrale, qui m'aime me suie ou m'essue ( cette expression est trop ancienne pour que le sens et l'orthographe ne s'estompe pas un peu ) entreprennent un combat pour l'abolition de la fumisterie. Vive le ramonage !*

### Centre universitaire Charles Péguy

C.U.C.P. ( 7 ) ( 13 ) ( 51 ) ( 50 ) ( 80 ) ( 132 )  
( 137 ) ( 147 ) ( 154 ) ( 174 ) ( 184 ) ( 190 )  
Lyon : 15 rue Sala 69002 Tél 37-22-07

Dans ses brochures de présentation, le CUCP\*\* se définit en quatre mots : «culture - réflexion - enseignement - rencontre». Pour plus de précisions sur cette association créée en décembre 1962, ramonons un peu pour découvrir que son but «est de répondre aux besoins d'information politique et culturelle des français et permettre leur formation tant doctrinale qu'artistique en mettant à leur disposition les moyens appropriés».

La politique apparaît, le français transpire et les moyens appropriés nous promettent de beaux jours quand on connaît les partenaires du CUCP\*\* au sein du comité Budapest\*\*. ( voir IRL N 13 décembre 76 ). Pour mémoire nous rappelons qu'il y a le parti des forces nouvelles\*, l'UNI\* ( voir IRL N 11 été 76 ) etc...

De là à imaginer qu'un certain nombre d'adhérents du CUCP le sont également des associations alliées...

Certains parlent du Centre Péguy comme étant à droite. A droite de qui ? Du PFN\*\* ?...

Le CUCP se dit pourtant ouvert à tous : «toutes les tendances de l'esprit peuvent s'y retrouver». Cet Esprit

qui imprègne nombre de revues de la salle de lecture telles Valeurs Actuelles\*\*, France Catholique\*\*, Carrefour\*\*, Itinéraires\*\*, Est et Ouest\*\* et aussi l'Informateur\*\* l'organe de presse de l'ACEL\*\* ( voir IRL N 12 octobre 76 ).

En 1963, le Centre Péguy se donnait comme président Paul Brun\*\*, membre du CNIP\*\* actuellement encore conseiller municipal de Lyon, président de l'IDES, Institut d'enseignement supérieur de Lyon ( de la pub pour cet institut a été faite dans l'Informateur... ). L'actuel président du CUCP est le professeur Michel Delsol\*\* qui enseigne à la fac catho des sciences ( Lyon ) et collabore à la revue Astrolabe\*. Notons qu'en 1972 ce même prof accompagnait entre autre de Guy Jarrosson\*, de Henry Lardanchet\*\* etc... signa une lettre de protestation visant à interdire une réunion du Garm, Groupe de Résistance à la Militarisation\*\*, portant sur l'objection de conscience. Cette protestation avait pour origine l'UNI et l'Action Française...

Cet esprit du CUCP que l'on rencontre au Comité Budapest et dans différentes revues de droite et d'extrême-droite, se révèle également dans le choix des conférenciers qui participent aux causeries de CUCP et dans le choix des thèmes traités.

En 1968 par exemple, Paule Nouvellet\*\*, correspondant lyonnais du journal Valeurs Actuelles ; Bernard Saugy\*\* ex-rédacteur à l'Echo-liberté\*\* et attaché de rédac-

tion dans «Le journal» qui vient de remplacer ( 1er février 1977 ) l'Echo-Liberté. Le Journal\*\* dont on peut d'or et déjà dire «qu'il sera de droite. Personne ne l'ignore. Reste à définir le degré de son engagement».\*

Autres conférenciers, Henri Hours\*\* et Victor Henri Debidour\*\* ( voir IRL N 11 été 76 et N 13 déc 76 ) collaborateurs de la librairie Lardanchet\*\* qui soutient depuis de nombreuses années la presse de droite. Entre autre pendant l'occupation, la République Lyonnaise \*\* «organe hebdomadaire royaliste du lyonnais», et l'hebdomadaire Demain\*\* fondait et dirigeait par Jean de Fabregues\*\* , un monarchiste d'Action Française\*\*. Précisons que V. H. Debidour participa à la rédaction de Demain et Henri Hours fut un des conférenciers au Colloque Européen d'Intellectuels Catholiques\*\* courant 1971 en compagnie de Jean de Fabrègues... Par ailleurs, Marie-Joelle Lacroix-Guillaume, conférencière au CUCP représentait la revue des jeunes intégristes ( Notre Jeunesse )\*\* à l'assemblée européenne des Silencieux de l'Eglise qui se tenait en marge du précédent colloque. Plus significatif encore, la conclusion de l'assemblée des Silencieux a été faite par Louis Salleron\*\* dont on trouve la signature dans Demain. Poussons encore un peu le ramonage. En 1971, Marie-Joelle Lacroix-Guillaume était présidente du conseil diocésain de Lyon du Rassemblement des Silencieux\*\* et qu'à l'origine de ce rassemblement ( 1969 ) se trouve un certain nombre de royalistes, traditionalistes et autres hommes d'extrême droite comme Roland Gaucher\*\* membre d'une autre association «culturelle» le GRECE ( voir IRL N11 été 76 ) et du PFN, et aussi Louis Salleron...

Pêle mêle citons encore quelques conférenciers du CUCP comme Maître Félix Rollet\*\* adjoint au maire de Lyon, ancien délégué politique du CNIP\*\*, actuel vice-président Rhône Alpes du CDP Centre Démocratie et Progrès\*\* ; le général Jouhaud\*\* pour une conférence sur «Naissance et agonie de l'Algérie française» ; Michel Richelmy\*, adjoint au maire de Villeurbanne, membre du CNIP ( voir IRL N 12 octobre 76 ), président du centre Saint Exupéry\*\* dont la troupe théâtrale : Compagnie théâtrale du centre Saint Exupéry, offre des prix préférentiels aux membres du CUCP. Information amusante, le siège de cette compagnie, dans les années 70, était le 136, cours Lafayette, ex-siège de l'Informateur organe de presse de l'ACEL, dont Michel Richelmy est membre...

Il y a encore François Lamy\*\*, diplômé de l'institut d'études politiques de Lyon, gérant de la société SEPIC\*\*, qui édite entre autre revue l'Astrolabe\* ; Pierre-Bernard Cousté\*\* député du Rhône, un des signataire, avec Francisque Collomb\*\*, maire interimaire de Lyon et grand ami de maître Joannès Ambre\*, de l'appel lancé par le Comité de soutien à la république du Sud-Viet-nam\*\* filiale du mouvement d'extrême droite Front National\* ; Emanuel Hamel\*\*, député du Rhône, auteur d'un livre sur «l'église et les réalités économiques» et dont la dernière conférence au CUCP : «La Russie et l'Europe Occidentale» rejoint les préoccupations d'une autre association culturelle lyonnaise Nouvelle Acropole ( voir ci-dessous )

Si nous avions à définir le Centre Universitaire Charles Péguy en quatre mots nous choisirions : Nationalisme, Intégrisme, Libéralisme, Propagande.



Nouvelle Acropole ( 15 ) ( 38 ) ( 56 ) ( 164 ) ( 185 )  
7 rue des Maronniers 69002, tél 37-57-82  
87 rue Président E. Herriot 69002 tél 37-56-31  
15, quai R. Rolland 69005

Cette association internationale apparut sur Lyon vers les années 1972, «ouvre ses bras à tous ceux qui aiment les Arts, les Sciences, et les Philosophies de tous les temps».

La rédaction et l'administration de la revue s'effectue au 7 rue des Maronniers, les activités ont lieu à la maison de Jupiter rue E. Herriot ( notamment les conférences ) et les manifestations artistiques à la galerie Sire Lancelot quai E. Rolland. Ce ne sont pas les locaux qui manquent... Le titre Nouvelle Acropole «fait référence à une époque qui fut un sommet de la civilisation occidentale et dont nous souhaitons retrouver l'esprit». L'esprit, l'esprit c'est bien joli, mais au tonneau de Diogène ceux de Nouvelle Acropole préfèrent les appartements cossus et bourgeois de la rue E. Herriot... il est vrai que cette Nouvelle Acropole se définit comme «une école de philosophie en plein XX ème siècle». Faut bien vivre avec son temps n'est ce pas...

La librairie Lardanchet\*\* ( encore ) participe à cet amour des Arts et des Sciences en passant de la pub dans la revue. D'autres par contre font de la pub pour Nouvelle Acropole dans leurs revues comme par exemple le Guide des activités lyonnaises\*\* et Sources\*\* publication des éditions Horus\*\*. Rappelons cependant que les responsables de cette société : Gérard Faure\*\* et Alain Chevillat\*\* collabore à Nouvelle Acropole, le premier en tant que directeur, le second comme membre du conseil de rédaction. Citons également Evelyne Crépieux\*\* rédactrice du Guide des Activités lyonnaises et de Nouvelle Acropole. Une filiale non-commerciales des éditions Horus vient de se créer : Horus-animation\*\* qui a pour but «la diffusion de la culture sous toutes ses formes et plus particulièrement la diffusion de sciences, d'arts et de techniques jugés insuffisamment connus ou mal compris». A la philosophie près nous retrouvons quelques similitudes avec Nouvelle Acropole quand aux objectifs et aux animateurs.

Nouvelle Acropole se propose «de donner des sujets de réflexion à celui qui cherche et à accéder à des vérités qui ne sont affectées ni par le temps ni par le lieu, elle l'aide à trouver sa place dans le plan cosmique». Un sujet de réflexion nous est proposé par Gérard Launay\*\* «dans notre monde matérialiste, dans les craquements qui annoncent une nouvelle barbarie, il serait bon que des Rois-prêtres nous rendent le goût du Ciel». Prenons note par ailleurs de cette leçon de vérité donnée par le professeur Livraga\*\*, cofondateur et directeur international de Nouvelle Acropole «en 1969 le docteur Belaunde terry\*\* président légal du Pérou... était renversé par le général Alvarado\*\* et quelques militaires soutenus par les éternels agents de la subversion... curieusement les partis de gauche de tous les pays, d'ordinaire si méfiants lorsque les militaires s'ouvrent un passage à coups de canons, gradèrent un silence complice. Velazco Alvarado d'origine métis, commença une campagne raciste contre tous les blancs et tous les étrangers, à l'exception de ceux venant des pays communistes.»

Ainsi ce n'est pas par hasard si la librairie Lardanchet passe de la pub. D'autant que quelques unes des dernières conférences sur la recherche de la vérité portaient sur «Lisbonne et la stratégie soviétique en Europe» ou encore «le piège soviétique en Europe», conférences faites à Lyon, maison de Jupiter par Pierre de Villemarest\*\* de 29

son vrai nom Jean Faillant\*\*, journaliste d'extrême droite militant de l'organisation Algérie française, mouvement populaire du 13 mai 1958, MP 13\*\*. Comme l'indique Gérard FAure\*\*, éditorialiste de Nouvelle Acropole, « notre éclectisme étonnera certains. Nous croyons en effet que des forces spirituelles sont contenues non seulement dans la philosophie, l'art et la science de notre occident, mais aussi dans la culture d'autres civilisations ». Faut être juste la culture des civilisations colonisées n'était pas si mal mais depuis l'indépendance...

L'occident, rien à voir avec l'ex-mouvement du même nom, est la pierre angulaire de la philosophie de Nouvelle Acropole, son bouclier que porte avec fierté les membres de l'Ordre des Chevaliers de la Table ronde\*\*, encore une fois rien à voir avec un ordre nouveau quelconque. Non il s'agit d'un ordre destiné aux adolescents pour leur « permettre de redécouvrir les anciennes traditions françaises à travers une formation artistique et gymnique à caractère récréatif ». Une des activités de cet Ordre : « l'ABC de l'Héraldique : l'écu, la Croix Blanche, la Croix celtique... Confection de l'écu ( garçons ), broder un mouchoir ( filles ).

Pour la dernière fois la croix celtique Nouvelle Acropole n'a rien à voir avec l'emblème de l'ex-mouvement Occident et du toujours actuel Ordre Nouveau\*. Des ignorants pourraient imaginer...

### Centre Saint Exupéry

( 7 ) ( 9 ) ( 148 ) ( 175 )

Villeurbanne : 38 rue J.Kümer tél 68-27-29

Le centre Saint Exupéry est une association fondé dans le début des années 1950 et dont l'action « couvre aussi bien le domaine culturel, social que sportif ». C'est ainsi que les activités vont des colonies de vacances, auxquelles l'Informateur\* ( organe de presse de l'ACEL\* ) prête son concours en passant une pub pour les inscriptions, aux manifestations culturelles comme un prix littéraire Antoine de Saint Exupéry\*\*, patronné par l'ex-revue La Vie Lyonnaise\*\* dont le directeur également président de l'association Saint Exupéry est Michel Richelmy : « l'un des jeune leader des indépendants paysans dans le Rhône ».

La Ligne\*\* périodique d'information de l'association, annonçait en 1952 la constitution d'une section Notre Dame de la Merci\*\* dont l'animateur était le chanoine Desgrange\*\*, collaborateur de la revue d'extrême droite Les Ecrits de Paris\*\* et membre de l'Union des Intellectuels Indépendants\*\* qui se veut « la tribune de l'opposition Nationale ».

Plus récemment cette même Ligne s'intéressait au Comité d'Entre-Aide aux Français Rapatriés\*\* CEF, organe du ministère de l'intérieur, à propos des rapatriés du Viet-Nam du sud. Nul écho précédemment pour les réfugiés du Chili c'est la Ligne du « Pinochet connais pas... »

Dans le comité d'honneur du Centre Saint Exupéry, nous trouvons les noms de la Maréchal de Lattre de Tassigny ( c'est pour la vie... ) qui figure déjà dans le comité de patronnage du CDAF\*\*, Comité de Soutien à l'Armée Française créé par Joël Dupuy de Méry\*\* et dont le siège lyonnais se trouve chez monsieur de Bouteiller. A tout hasard serait-ce le même Bouteiller que celui des Forces Nouvelles ?

Autre nom , celui de maître Henry Collomb\*\* conseil-

ler municipal de Lyon et président Rhône Alpes du CNIP\*\* Centre National des Indépendants et Paysans, le parti de Michel Richelmy...

Nombre de collaborateurs adhérents ou sympathisant de l'association Saint Exupéry apparaissent à des titres divers, reliés à d'autres groupements, notamment l'ACEL ( voir IRL N 12 ) le Cercle Charles Péguy.

Citons Jean Bouchard\*\*, conseiller municipal de Villeurbanne et président du comité de soutien à Jean Royer\*\* aux dernières présidentielles. Or dans ce comité figurait également Guy Jarrosson\*\*, ancien député CNIP du Rhône, conseiller municipal de Lyon et conférencier au centre Saint Exupéry lors d'un stage.

Indiquons également Paul Brun\*\*, conseiller municipal de Lyon membre du CNIP et conseiller juridique de l'association Saint Exupéry.

Dernier élément intéressant, en cette période d'élection : aux élections municipales de 1959, sur une liste d'union nationale on trouve E.Charette\*\*, Jean Bouchard\*\*, Paul Brun\*\* et Michel Richelmy\*\* ( le premier et le dernier sont membres de l'ACEL ). Cette liste avait le soutien de Jacques Soustelle, sans doute à titre de revanche pour les municipales de mars 77.

## RENCONTRES 77 LYON

Ce n'est pas un titre très original mais ça dit bien ce que ça veut dire. ça répond à l'isolement et au quadrillage que nous ressentons, chacun dans notre petit secteur, en ignorant tout des problèmes des voisins, et même, quand nous nous retrouvons, c'est toujours au coup par coup, dans l'urgence et dans le seul souci d'efficacité. Et comme on repart comme on est venu...

**RENCONTRES**, pour qu'il y ait un lieu où s'amorce une « convivialité » et où on puisse parler et écouter sans se heurter aux rivalités de pouvoirs qui étouffent tout actuellement et pervertissent les initiatives et les luttes. C'est pourquoi Rencontres est une initiative informelle ( intellectuels, artistes mais aussi employés, ouvriers ) qui ne sert à rien, qui n'est pas rentable. Et comme s'y retrouvent des gens qui, dans leur coin, luttent, pensent, essaient de faire des brèches dans le système, ce n'est pas non plus « nostalgique », pas un repaire de frustrés.

Les rencontres auront lieu, en principe, les 2 ème et 4 ème jeudis du mois à 20H 30.

27 janvier : présentation de « Rencontres » et des thèmes qui seront traités ultérieurement. Puis introduction au débat : contradictions du théâtre actuellement.

10 février : comités populaires et pouvoirs municipaux.

24 février : courants anarchistes à Lyon.

10 mars : militarisation, comment résister ?

25 mars : des intellectuels, à quoi ça sert ?

Ont été proposés aussi : nationalité ( occitans, corses... ) - Presse, éditions, imprimerie à Lyon, conditions d'une vraie liberté d'expression - coopération technique - guerre d'Algérie, témoignages et expériences pour maintenant - Mai 68, une vieille histoire ? - Des discussions de livres.

L'événement, au gré des participants, peut toujours bousculer le programme. Comme on ne veut pas de bureaucratie, on ne tire ici que quelques textes qui valent pour les quatre premières fois ( et on précise d'une fois sur l'autre ) A nous de les reproduire, et surtout de faire marcher le téléphone arabe mais aussi affiches, dessins etc...

On sait que personne ne pourra venir toujours mais « Rencontres » implique qu'on vienne chaque fois qu'on le peut puisque c'est aussi des échanges et le souci de mieux se connaître qui provoque « Rencontres ».

La publication du petit dico provoque quelques discussions et hésitations dans l'équipe lyonnaise d'IRL à propos de son utilité, des risques liés aux informations diffusées, de son opportunité, au climat paranoïaque entretenu etc....

Pour nous qui rédigeons actuellement le petit dico, il s'agit en premier lieu d'une réflexion sur le fait que :

- le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument.

- et en second lieu d'une recherche à partir de l'hypothèse suivante, le rôle d'un pouvoir serait de fournir des éléments d'information nombreux et différenciés permettant à chaque individu de remettre en cause chaque jour les bases de la pérennité de ce pouvoir même...

Par ailleurs, cette réflexion et cette recherche sur le pouvoir et l'information se double d'une application aux tenants ( locaux ) du pouvoir.

Enfin, ces trois démarches : réflexion, recherche et application, interfèrent quotidiennement dans notre pratique.

### Reflexion et recherche

Concrètement, le pouvoir c'est le moyen de pouvoir. Dire qu'il existe une graduation des moyens du pouvoir, nous semble aisément vérifiable... Ceux-ci sont limités par les niveaux techniques, de violence et d'organisation qui existent dans une société à un moment donné...

Actuellement, les moyens de pouvoir les plus efficaces, sont les moyens institutionnels de pouvoir, qui ont intégré une «technologie dure», bureaucratique et uniformisée. Les moyens institutionnels de pouvoir, tendent au pouvoir absolu et ceux qui les dirigent sont à la tête d'instruments de domination sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

«Ceux qui dirigent...» ? En effet, il semble tout aussi aisément vérifiable que, quelque soit le ou les moyens de pouvoir, une «élite du pouvoir» le ou les régissent.

La réalité d'une élite du pouvoir, n'implique aucune conception du processus de décision en tant que tel c'est une tentative de délimiter les domaines sociaux dans lesquels ce processus se déroule. C'est la recherche des individus qui sont impliqués dans ce processus, de ceux qui disposent des moyens de pouvoir par leur situation dans les hiérarchies de l'État, de l'économie, de l'armée, etc...

Ces individus qui, dans un ensemble interrelié de sociétés, d'associations, de clubs, d'administrations, etc... prennent des décisions concernant de plus en plus de personnes.

Quand l'information dont dispose l'ensemble des individus est uniformisée, répétitive, quasi anesthésiante, les tenants du pouvoir tendent à le consolider pour se former en une élite du pouvoir, abolir l'autorité signifie détruire un mode d'organisation sociale par lequel l'avenir demeure accaparé, d'une révolution à l'autre, au profit de ceux qui ont été les vainqueurs d'un moment. Ce mode d'organisation sociale à détruire quel que soit sa teinte idéologique, procède d'une information unidimensionnelle où le secret est le confidentiel sont légalisés, institutionnalisés.

### Application

«L'élite lyonnaise est un ensemble d'images confuses et prétend à confusion. Pourtant quand nous prononçons ou entendons des expressions comme classe supérieure, les huiles, le club des millionnaires, les puissants, nous avons même vaguement, l'impression de savoir ce qu'elles signifient, et souvent nous le savons.

Mais ce que nous faisons rarement, c'est relier chacune de ces images aux autres pour former dans notre esprit une image cohérente de l'élite dans son ensemble. Même quand, nous essayons de le faire, nous en arrivons généralement à croire qu'il n'y a pas de «tout» qu'il n'y a pas une élite, mais beaucoup d'élites, et qu'elles ne sont pas vraiment reliées entre elles. Ce qu'il nous faut comprendre, c'est que, si nous n'essayons pas de la voir comme un tout, notre impression est uniquement le résultat de notre manque de rigueur analytique et de notre imagination sociologique.» A cette longue citation, nous avons simplement remplacé l'élite américaine par l'élite lyonnaise. A juste titre pensons nous. En effet, l'analyse ci-dessus faite en 1956 et le choix des termes utilisés : élite, haute société locale, tout etc..., recourent assez précisément les expressions dont se qualifient les notables locaux. C'est ainsi qu'en 1950 une revue culturelle s'intitulait : «Reflets, revue des Elites lyonnaises»; un bottin mondain jusqu'à ces dernières années : «tout Lyon annuaire de la haute société de la région lyonnaise»; actuellement un périodique d'annonces légales : «le Tout Lyon» et il n'est pas rare, pour qui feuillette la presse de lire des comptes rendus de réunions... où se rencontrèrent un certain nombre de personnalités lyonnaises appartenant au monde des lettres, des arts et de l'industrie... Ce soi-disant «tout Lyon» ne se compose que de quelques pourcentages de la population : «l'Elite du pouvoir».

Pour le petit dico, c'est l'ennemi intérieur. Notre source, c'est la presse ; celle-ci étant comprise comme tout document public. Vous, nous, avons par nos relations ou/et notre action la possibilité d'obtenir des informations sur tel aspect de l'ennemi intérieur. Un livre récent est assez significatif de cette démarche, l'auteur ayant appartenu aux associations dont il met à jour les interrelations, ce qui nécessita... trois années pour la récolte de témoignages exclusifs, le dépouillement d'archives inédites... Le petit dico tout au moins tel qu'il apparaît dans IRL procède d'une autre méthode d'approche... une étude scrupuleuse de la presse apporte des informations qui coûteraient des millions de francs et des mois de travail ( par d'autres moyens ). Il s'agit pour nous avant tout d'une méthode à la portée de tous.

La structuration des informations, c'est à dire la mise en évidence de l'ensemble des relations pouvant exister entre elles, tel est l'objectif du Petit Dico.

# SOMMAIRE



Communiqués ..... p.2  
 Monin L'Ordure Et Les Libertaires... p.3  
 Groupe P.T.T. .... p.4  
 Ecologie:  
 ~ Les Assises De Morestel ..... p.6  
 ~ Elections Municipales ..... p.8

Sur le Viol ..... p.9  
 A ELF Rien De Nouveau ..... p.10

## DOSSIER POLICE

- Une S.A., La Police
- Police Cauchemar
- Qui Sont Les Véritables Complotteurs?
- Chasse A L'Homme Sur Les Toits de LYON
- Courte Bibliographie

p.11-19

## Bloc Notes

Ecoles Nouvelles

p.19  
p.20

Ronde de Nuit (du côté des sociétés de gardiennage)

p.21

Grève administrative à Jules Courmont

p.26

Petit Dico de l'ennemi Intérieur

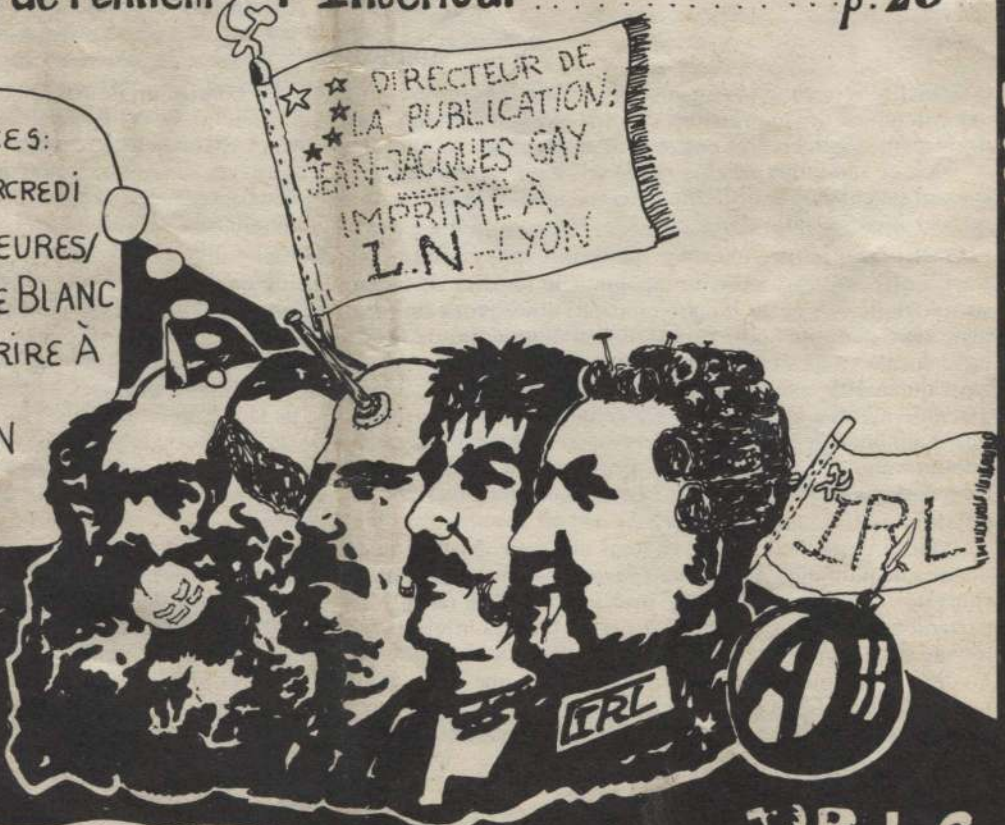
p.28

## PERMANENCES:

Tous les Mercredi  
 de 18 à 20 heures /  
 13 Rue Pierre Blanc  
 LYON 1<sup>er</sup> / Ecrire à  
**H.L.**  
 BP 543 LYON  
 CEDEX 1

DIRECTEUR DE  
 LA PUBLICATION:  
 JEAN-JACQUES GAY  
 IMPRIME À  
 L.N.-LYON

ABONNEZ  
 VOUS



ÉTATRIEN ~ ETAT-SOEUR ~ ETAT-RATATA